ISSN 3088-8824

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Dimanche 15 novembre 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°1026 ■

INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES ET PORTUAIRES

Alger et Pékin examinent de nouvelles perspectives de partenariat

P 16

CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT

Tebboune défend une approche équilibrée

L'Algérie plaide pour une transition énergétique qui concilie impératifs climatiques, exigences de développement et souveraineté des États. Dans une allocution adressée jeudi aux participants au Sommet des dirigeants de la 31e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 31), à Antalya, en Turquie, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé la nécessité d'une approche « juste et équitable », fondée sur les responsabilités communes mais différenciées des pays. Le message présidentiel a été lu par le Premier ministre, Sifi Ghrieb. P 3



PORTÉE PAR SES COMPLEXES D'ARZEW ET DE SKIKDA

L'Algérie, premier pôle africain de liquéfaction du gaz

L'Algérie consolide sa position de premier acteur africain dans le domaine de la liquéfaction du gaz naturel, avec une capacité installée de 25,3 millions de tonnes par an, répartie entre ses complexes industriels d'Arzew et de Skikda. Cette infrastructure place le pays devant le Nigeria et l'Égypte et lui confère un poids stratégique dans les perspectives de développement des exportations africaines de gaz naturel liquéfié (GNL), dans un contexte de recomposition des approvisionnements énergétiques mondiaux.

P 2

PRODUITS AGRICOLES

Cinq filières concernées par le label national de qualité

L'Algérie poursuit ses efforts pour mieux identifier et valoriser ses produits agricoles de qualité, tout en renforçant leur protection sur les marchés internationaux, notamment pour des produits de terroir comme la Deglet Nour de Tolga et la figue sèche de Beni Maouche. C'est ce qu'a souligné Naïma Bouras, sous-directrice chargée de la labellisation au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

P 5

NUMÉRISATION ET COORDINATION

Les douanes se dotent d'un centre opérationnel

Le ministre des Finances, Mohamed Lamine LEBBOU, a procédé, hier à Alger, accompagné du directeur général des Douanes, le général-major Abdelkader Bakhouche, à l'inauguration et à l'inspection du Centre des opérations douanières.

P 5

À PRÈS DE 138 DOLLARS LE BARIL

Forte progression du Sahara Blend en octobre P 2

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Un partenariat algéro-américain à l'étude P 3

GARANTIE DES DÉPÔTS BANCAIRES

La prime de participation fixée à 0,05 % pour 2024 et 2025 P 16

À PRÈS DE 138 DOLLARS LE BARIL

Forte progression du Sahara Blend en octobre

Le pétrole algérien a enregistré une forte progression en octobre dernier, portant son prix moyen à près de 138 dollars le baril. Il prend ainsi la tête du classement des bruts arabes les plus chers au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Cette performance intervient dans un contexte de hausse des cours internationaux, mais aussi d'évolutions contrastées selon les qualités de pétrole de la région.
Le Sahara Blend algérien a affiché la plus forte hausse mensuelle parmi les bruts arabes de la composante de référence de l'Opep. Selon les données publiées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », son prix moyen a progressé de plus de 16 % en octobre, pour atteindre 137,94 dollars le baril, contre 118,49 dollars en septembre. Le brut algérien se place ainsi nettement devant ses homologues arabes. Le pétrole libyen (Es Sider) arrive en deuxième position, avec un prix moyen de 129,94 dollars le baril, en hausse d'environ 11 % sur un mois, contre 117,49 dollars précédemment.
L'écart se creuse ensuite avec les autres qualités de la région : le Basrah Medium irakien occupe la troisième place, avec une moyenne de 111,79 dollars le baril, en progression de 3 % par rapport aux 108,93 dollars de septembre. À l'inverse, plusieurs bruts arabes ont reculé durant la même période. Le Murban émirati a perdu près de 4 %, pour s'établir à 111,16 dollars le baril, contre 115,39 dollars un mois auparavant. Le brut saoudien Arab Light a fléchi de 1 %, à 107,97 dollars, et le pétrole d'exportation koweïtien a connu une baisse similaire, à 107,87 dollars le baril. Le classement d'octobre confirme donc la première place du Sahara Blend algérien, devant les bruts libyen, irakien, émirati, saoudien et koweïtien.

S R.

PORTÉE PAR SES COMPLEXES D'ARZEW ET DE SKIKDA

L'Algérie, premier pôle africain de liquéfaction du gaz

L'Algérie consolide sa position de premier acteur africain dans le domaine de la liquéfaction du gaz naturel, avec une capacité installée de 25,3 millions de tonnes par an, répartie entre ses complexes industriels d'Arzew et de Skikda. Cette infrastructure place le pays devant le Nigeria et l'Égypte et lui confère un poids stratégique dans les perspectives de développement des exportations africaines de gaz naturel liquéfié (GNL), dans un contexte de recomposition des approvisionnements énergétiques mondiaux.

Synthèse S. R.

L'Algérie dispose de la plus importante capacité de liquéfaction du continent, avec quatre installations réparties entre les deux grands pôles gaziers de l'ouest et de l'est du pays. Elle devance le Nigeria, dont les capacités atteignent 22,2 millions de tonnes par an, tandis que l'Égypte occupe la troisième position avec 12,2 millions de tonnes annuelles, réparties entre les installations d'Idku (7,2 millions) et de Damiette (5 millions).
L'Angola arrive en quatrième position avec une capacité de 5,2 millions de tonnes par an, devant la Guinée équatoriale, qui dispose de 3,7 millions de tonnes. Au total, selon un rapport de la Chambre africaine de l'énergie, relayé par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », les capacités de liquéfaction opérationnelles en Afrique, installations terrestres et flottantes comprises, dépassent actuellement 77 millions de tonnes par an et se répartissent entre huit pays producteurs.
La position dominante de l'Algérie repose sur un savoir-faire industriel historique et sur des infrastructures qui lui permettent de desservir plusieurs marchés internationaux, notamment européens, aussi bien par gazoducs que par voie maritime. L'importance de ces capacités constitue ainsi un atout dans un marché où la diversification des sources d'approvisionnement et la sécurisation des livraisons gagnent en importance.
Par ailleurs, les perspectives continentales de la liquéfaction sont orientées à la hausse. La Chambre africaine de l'énergie prévoit une augmentation de 13 millions de tonnes par an des capacités africaines d'ici à 2030.
À plus long terme, plusieurs projets n'ayant pas encore atteint la décision finale d'investissement pourraient apporter plus de 60 millions de tonnes annuelles supplémentaires au cours des 25 prochaines années. Cette dynamique s'appuie sur un potentiel gazier considérable, puisque le continent disposerait de plus de 550 000 milliards de pieds cubes de réserves récupérables non découvertes.
L'Afrique subsaharienne concentre à elle seule plus de 400 000 milliards de pieds cubes de ressources récupérables restantes, soit environ 70 % du potentiel continental. L'Afrique du Nord, avec l'Algérie et la Libye, demeure toutefois le principal centre historique de production et représente près des deux tiers de la production gazière africaine, grâce notamment à des relations commerciales établies avec les marchés européens et à des infrastructures d'exportation déjà opérationnelles.
L'importance stratégique de ces ressources s'est également illustrée en 2025, lorsque les exportations africaines de GNL ont couvert environ 9 % de la demande mondiale. Leur rôle s'est renforcé en 2026, dans un contexte de perturbations des approvisionnements internationaux liées à la crise du détroit d'Ormuz. Selon le rapport, les tensions provoquées par la guerre en Iran ont entraîné une interruption de 17 % des approvisionnements mondiaux en GNL provenant des producteurs qatariens et émiratis. Les exportations africaines ont, pour leur part, atteint 9,86 millions de tonnes au troisième trimestre 2026, entre juillet et septembre. Elles ont été soutenues principalement par la progression des livraisons nigérianes, qui a compensé le recul des expéditions algériennes, mozambicaines et angolaises, ainsi que l'arrêt des exportations camerounaises.
À l'horizon 2050, l'Afrique pourrait représenter 19 % des capacités mondiales de liquéfaction, portée notamment par les futurs projets au Mozambique et au Nigeria. Dans cette perspective, les installations algériennes d'Arzew et de Skikda constituent un socle industriel déjà opérationnel, qui permet au pays de maintenir son leadership continental et de contribuer à la diversification des approvisionnements mondiaux.

INDUSTRIE

Le recensement du foncier pour rééquilibrer l'investissement

Le ministre de l'Industrie, Farid Kourtel, a souligné, jeudi devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), que le recensement général du foncier industriel, engagé conformément aux orientations du président de la République, permettra de constituer une base de données de référence pour améliorer la prise de décision économique et orienter les investissements vers les régions ayant besoin d'un développement industriel. Cette opération vise notamment à renforcer l'offre foncière dans les wilayas qui en sont dépourvues et à promouvoir un meilleur équilibre régional.
Répondant aux questions des députés sur la situation du secteur dans la wilaya de Tébessa, le ministre a indiqué que celle-ci compte trois zones industrielles relevant du domaine privé de l'État et 16 zones d'activités. Il a également annoncé que le transfert des actifs de l'unité Tubes Gaz Tébessa (TGT) au groupe Sonelgaz a été officiellement approuvé par le Conseil des participations de l'État (CPE), lundi dernier, ouvrant la voie à une reprise de la production avant la fin de l'année. Concernant la société Verrière de l'Est (SOVEST), il a fait état de l'achèvement de la réalisation de l'usine spécialisée dans la production de verre creux destiné aux contenants et emballages, ainsi que de la préparation du sable lavé utilisé comme matière première. L'inauguration de cette unité est prévue avant la fin de l'année, ce qui permettra de renforcer les capacités nationales de production de contenants en verre et de répondre aux besoins du marché local.
Le ministre a, en outre, évoqué six projets privés qualifiés de prometteurs dans la wilaya de Tébessa, portant notamment sur l'extension d'une minoterie spécialisée dans la production de pâtes alimentaires et d'une unité de fabrication de matelas et de couvertures, ainsi que sur la réalisation de nouvelles unités de production de carbonate de calcium, de produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques et d'eau minérale.
S'agissant du projet de cimenterie dans la région d'El Abiodh Sidi Cheikh, Farid Kourtel a rappelé son caractère stratégique pour la valorisation des ressources minières locales et le développement de la base industrielle dans le Sud et les Hauts-Plateaux. Une filiale spécialisée du groupe GICA a ainsi engagé une étude de faisabilité approfondie afin de déterminer les conditions techniques et économiques de sa réalisation.
Des travaux de prospection géologique ont également été lancés pour évaluer les besoins en kaolin, une matière première essentielle à la production de ciment blanc de qualité, dont la présence n'a été confirmée, à ce jour, qu'au niveau de la wilaya de Jijel.

Synthèse R E.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT

Tebboune défend une approche équilibrée

L'Algérie plaide pour une transition énergétique qui concilie impératifs climatiques, exigences de développement et souveraineté des États. Dans une allocution adressée jeudi aux participants au Sommet des dirigeants de la 31e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 31), à Antalya, en Turquie, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé la nécessité d'une approche « juste et équitable », fondée sur les responsabilités communes mais différenciées des pays. Le message présidentiel a été lu par le Premier ministre, Sifi Ghrieb.

Par Selma R.

Dix ans après l'adoption de l'Accord de Paris, le chef de l'État a appelé à passer des engagements aux réalisations concrètes, tout en relevant les insuffisances de l'action climatique mondiale. « La première évaluation mondiale a mis en évidence que l'effort collectif pour faire face aux changements climatiques demeure en deçà de l'objectif que nous nous sommes fixés, et que le déficit de financement n'est pas moins important que celui enregistré en matière de réduction des émissions », a-t-il souligné.
Pour le président Tebboune, la réussite de cette démarche dépend avant tout de la mobilisation des financements et du respect des engagements internationaux, notamment en matière d'adaptation, de transfert de technologies et de renforcement des capacités. Il a donc insisté sur la nécessité de faire de cette conférence celle de « la mise en œuvre », en référence à l'orientation défendue par sa présidence.
Cette exigence revêt une importance particulière pour l'Algérie, dont une grande partie du territoire se situe dans les zones arides et semi-arides. Le pays est directement confronté aux effets du dérèglement climatique, notamment la désertification, la récurrence des sécheresses et l'extension des superficies touchées par les incendies de forêt, avec des conséquences sur sa sécurité hydrique et alimentaire. Dans ce contexte, le chef de l'État a mis en avant l'équation à laquelle sont confrontés les pays en développement : répondre aux aspirations des populations en matière de croissance et d'emploi, tout en participant à la réduction des émissions. « Le développement et l'action climatique ne sont nullement incompatibles, dès lors que la transition s'opère de manière souple et progressive et bénéficie du soutien nécessaire prévu par l'Accord de Paris », a-t-il affirmé.
Sur le plan des engagements, l'Algérie a soumis sa Contribution déterminée au niveau national (CDN), qui prévoit une réduction inconditionnelle des émissions de 14 % à l'horizon 2035, entièrement financée sur les ressources nationales. Le pays se dit également disposé à porter cet objectif à 31 % si un soutien international est assuré. Le président de la République a par ailleurs rappelé les principaux chantiers engagés dans le cadre de la transition énergétique. Il s'agit notamment de la première phase du programme national visant à porter les capacités de production d'énergies renouvelables à 15 000 mégawatts à l'horizon 2035, réalisée sur financement national, mais aussi de l'adoption d'une stratégie nationale de l'hydrogène. Les efforts portent également sur l'amélioration de l'efficacité énergétique, le développement du transport collectif et la réduction du torchage du gaz et des émissions de méthane. Ces leviers sont destinés à accompagner la transformation du modèle énergétique national tout en contribuant aux objectifs climatiques.
L'adaptation constitue, elle aussi, un axe prioritaire. Le chef de l'État a cité les investissements dans le dessalement de l'eau de mer et la réutilisation des eaux traitées pour préserver la sécurité hydrique, de même que la relance du Barrage vert, dont l'approche associe lutte contre la désertification et développement des zones rurales. Un plan national d'adaptation aux changements climatiques est, par ailleurs, en voie d'achèvement afin de définir les priorités et les besoins du pays. Toutefois, le président Tebboune a rappelé que l'ampleur de ces besoins dépasse les capacités nationales.
« La transition énergétique ne saurait être juste que si elle repose sur le principe des responsabilités communes mais différenciées, respectant les processus de développement des pays, en tenant compte de leurs spécificités et en préservant leur souveraineté », a-t-il insisté. Il a également mis en garde contre les mesures commerciales unilatérales qui utiliseraient le climat comme prétexte, réaffirmant que le financement international constitue une condition essentielle pour relever le niveau d'ambition des engagements.
En conclusion, le chef de l'État a appelé à une mobilisation collective fondée sur la coopération et l'équité. « Aucun pays ne peut relever seul le défi climatique », a-t-il rappelé, avant de réaffirmer que l'Algérie demeurera « un partenaire engagé dans cette démarche, fidèle à la responsabilité qui lui incombe envers les générations futures ».

POLLUTION DES EAUX PARTAGÉES À LA FRONTIÈRE OUEST

L'Algérie hausse le ton

Par S. R.

L'Algérie dénonce les pratiques de pollution systématique des eaux partagées au niveau de ses frontières ouest, qu'elle considère contraires aux usages et aux conventions internationales encadrant la protection de ces ressources. Cette position a été réaffirmée par la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, lors d'une rencontre organisée jeudi à Antalya, en marge de la COP31, consacrée à l'expérience algérienne en matière d'adaptation aux changements climatiques.
À cette occasion, la ministre a souligné le caractère illégal des pratiques constatées au niveau des eaux partagées aux frontières ouest du pays. « Les pratiques illégales au niveau des eaux partagées aux frontières ouest de l'Algérie sont contraires aux usages et conventions internationales », a-t-elle affirmé, selon un communiqué du ministère. Cette prise de position s'est accompagnée d'un exposé audiovisuel mettant en évidence les atteintes environnementales liées à la pollution systématique de ces ressources hydriques. Le document présenté lors de la rencontre a notamment insisté sur les conséquences de ces pratiques sur l'équilibre écologique et la biodiversité des ressources naturelles nationales, de même que sur leur non-conformité aux chartes environnementales internationales.
Dans ce contexte, le ministère a rappelé que ces agissements constituent une violation des dispositions de la convention internationale encadrant la gestion et la protection des eaux partagées. La question a donc été portée devant les représentants d'institutions onusiennes, de gouvernements et d'organisations environnementales présents à cette rencontre, organisée en coordination avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).
Placée sous le thème « L'Algérie, terre de résilience : des savoirs ancestraux aux solutions d'adaptation au climat », cette rencontre a également permis de présenter plusieurs initiatives nationales destinées à préserver les ressources naturelles et à renforcer la résilience environnementale.
Parmi les projets exposés figurent le Barrage vert, le parc d'Oued Smar et les stations de dessalement de l'eau de mer. L'Algérie a par ailleurs mis en avant son approche du développement durable, fondée sur la protection des écosystèmes, la préservation de la biodiversité et l'adaptation aux effets des changements climatiques.
La participation de responsables internationaux, dont des représentants de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification et du PNUD, a conféré à cette rencontre une portée internationale.
Toujours en marge de la COP31, Kaouter Krikou a tenu des consultations avec des représentants du Fonds vert pour le climat, du Programme des Nations unies pour l'environnement et du PNUD, ainsi qu'avec des responsables de Finlande et d'Allemagne. Les échanges ont porté sur le renforcement des partenariats, le partage d'expertises et la mobilisation de mécanismes de financement en faveur des programmes nationaux liés au climat et à la biodiversité.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Un partenariat algéro-américain à l'étude

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique a examiné, jeudi à Alger, avec des représentants du Conseil d'affaires algéro-américain et du laboratoire américain "Abbott", la possibilité de concrétiser un projet de fabrication en Algérie de dispositifs modernes de surveillance de la glycémie, notamment au profit des enfants atteints de diabète.
Cela est intervenu lors d'une audience accordée par le chargé de la gestion du secrétariat général du ministère de l'Industrie pharmaceutique, Abdelhakim Boudis, au président du Conseil d'affaires algéro-américain, Samy Boukaila, accompagné de représentants du laboratoire américain "Abbott", en présence du président du comité des médicaments essentiels, Amar Tebaibia, et de représentants de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) et du groupe "Saidal", ainsi que de cadres du ministère, indique un communiqué du ministère.
Cette rencontre a été consacrée à l'examen d'un projet d'introduction d'une technologie moderne permettant une surveillance continue et précise de la glycémie, facilitant ainsi le suivi quotidien des patients et de contribuant à améliorer la qualité de leur prise en charge sanitaire. Dans ce cadre, M. Boudis a souligné l'importance d'orienter la coopération vers l'établissement d'un partenariat allant au-delà de la commercialisation de cette technologie sur le marché national, afin d'inclure le transfert de technologie et de connaissances, l'échange d'expertises, outre la localisation de la fabrication et de la production au niveau local.
Il a également appelé à étudier la possibilité de fabriquer ces dispositifs en Algérie, afin de garantir leur approvisionnement durable et de faciliter leur accès aux patients, tout en renforçant les capacités nationales dans le domaine des technologies médicales.
Par ailleurs, la rencontre a permis de présenter les orientations du ministère de l'Industrie pharmaceutique visant à promouvoir la production nationale et à développer les compétences algériennes, ainsi qu'à renforcer les partenariats dans les domaines de la recherche-développement, de la formation spécialisée et du transfert de technologie.

R E.

INDUSTRIE DU BOIS

Le salon international ALGERIA WOODTECH 2026 du 21 au 24 novembre à Alger

La 5e édition du salon international des industries du bois, de la menuiserie, de l'ameublement et des équipements associés "ALGERIA WOODTECH 2026 " se tiendra du 21 au 24 novembre au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), avec la participation d'acteurs nationaux et internationaux du secteur.
Prévu au pavillon U de la SAFEX, ce rendez-vous professionnel sera consacré à la présentation des dernières innovations, des nouvelles technologies et des équipements liés à l'industrie du bois, ainsi qu'aux opportunités de développement de cette filière, ont annoncé,les organisateurs vendredi.
Cette manifestation constituera également un espace d'échange entre les différents opérateurs du secteur autour des perspectives de l'industrie du bois, de la menuiserie et de l'ameublement, a-t-on indiqué.

R E.

ENERGIE

Une réunion consacrée aux mécanismes de prévision de la demande en gaz et au bilan de Sonelgaz du 3e trimestre

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, jeudi, une réunion du Comité de coordination au niveau du ministère, consacrée principalement au dossier de la mobilité électrique, à l'acquisition d'un outil de prévision de la demande en gaz, ainsi qu'à l'examen du bilan des activités du groupe Sonelgaz au titre du 3e trimestre 2026, indique un communiqué du ministère.
Cette réunion, tenue en présence de cadres et de responsables du ministère, ainsi que de représentants des organismes et établissements concernés, a permis d'assurer le suivi des dossiers d'investissement relatifs au raccordement aux réseaux énergétiques des projets de "Baladna", "Bonifiche Ferraresi" et "Cevital", ainsi que d'examiner la situation des grands consommateurs de gaz, précise la même source.
A cette occasion, M. Adjal a donné une série d'instructions et d'orientations portant notamment sur la nécessité d'assurer "un suivi rigoureux des différents dossiers examinés, d'accélérer la cadence de mise en œuvre des programmes et projets inscrits, de renforcer la coordination et la complémentarité entre les différents acteurs, tout en veillant au respect des délais impartis et à la réalisation des objectifs escomptés, à même de garantir l'amélioration des performances et le renforcement de l'efficacité de la gestion au niveau du secteur", conclut le communiqué.

APS

DZAIR DIGITAL SERVICES

Intégration de trois nouveaux services numériques liés à l'assurance contre les risques

Trois nouveaux services numériques liés à l'assurance contre les risques ont été intégrés au Portail national des services numériques gouvernementaux, a annoncé, vendredi dans un communiqué, le Haut commissariat à la numérisation (HCN). "Conformément aux hautes instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à élargir l'utilisation du Portail national des services numériques gouvernementaux +Dzair Digital Services+ et à faciliter l'accès aux services publics, le HCN, en coordination avec le ministère des Hydrocarbures, a procédé à l'intégration de trois nouveaux services numériques parmi les services disponibles via le portail national des services numériques gouvernementaux", précise le communiqué.
Ces services numériques portent sur "l'assurance multirisques habitation Cash Assurance", "la souscription à un contrat d'assurance contre les catastrophes naturelles Cash Assurance" et "le service Hydrocarbures ARH".
Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts du HCN, en coordination avec les secteurs et organismes concernés, visant à élargir l'offre de services numériques accessibles via le Portail Dzair Digital Services et à consacrer un accès simplifié et unifié aux services publics, contribuant ainsi à la réduction des procédures administratives et au rapprochement du service du citoyen et de l'opérateur économique, conclut le communiqué.
Par ailleurs, les citoyens dont les documents délivrés via le Portail national des services numériques gouvernementaux (Dzair Digital Services) ont été refusés par l'administration, peuvent introduire une réclamation en ligne via l'espace dédié à cet effet et accessible sur le portail, a indiqué, vendredi dans un communiqué, le Haut-Commissariat à la numérisation (HCN).
"En application des instructions du Premier ministre visant à consacrer la validation des documents administratifs numériques, le HCN informe qu'en cas de refus, par l'administration, d'un document administratif délivré via le Portail Dzair Digital Services, une réclamation peut être introduite en ligne via l'espace réservé aux réclamations et aux suggestions accessibles sur le portail", lit-on dans le communiqué.

EN PRÉVISION DES OLYMPIADES AFRICAINES DES MÉTIERS

Les préparatifs vont bon train au Centre des Conventions d'Oran

Les derniers préparatifs des Olympiades africaines des métiers se poursuivent à un rythme accéléré et dans de bonnes conditions au niveau du Centre des Conventions d'Oran, a indiqué, vendredi à Oran, le directeur de la planification et du développement au ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Saâd Ferahtia.
Les préparatifs de cet important rendez-vous africain, qu'organise l'Algérie du 16 au 19 novembre dans la ville d'Oran, ont atteint un stade "très avancé", dépassant les 98 %, a précisé le même responsable dans une déclaration à la presse sur place.
Selon lui, ces préparatifs se poursuivent à un rythme accéléré pour mettre les dernières retouches, afin de réussir cette manifestation continentale et donner l'image qui sied à l'Algérie.
Il a ajouté, à ce titre, que l'Algérie accueillera, à l'occasion de ces Olympiades, 582 concurrents représentant 18 pays africains, en plus du pays hôte, qui s'affronteront dans 45 spécialités professionnelles. Cette manifestation est organisée par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.
Cette manifestation continentale devrait attirer plus de 40 000 visiteurs, avec la contribution d'environ 400 bénévoles et l'accompagnement de 120 partenaires médiatiques, selon les chiffres donnés par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels.
Les compétitions engloberont diverses spécialités professionnelles et techniques, offrant ainsi aux jeunes participants l'opportunité de mettre en valeur leurs compétences, leurs connaissances artistiques et techniques ainsi que leur maîtrise des exigences de leurs métiers, tout en encourageant l'échange d'expériences et le partage des connaissances entre les pays africains.
En parallèle des compétitions professionnelles, cet événement verra le déroulement du Forum africain des politiques de compétences les 17 et 18 novembre, en partenariat avec l'Union africaine et avec la participation de plus de 30 délégations ministérielles.

BANQUES

Le CPA lance le service de paiement en ligne depuis l'étranger

Le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) a annoncé jeudi le lancement d'un service de paiement en ligne à l'international, permettant à la clientèle commerciale de la banque d'accepter les paiements effectués depuis l'étranger par cartes internationales, Visa et Mastercard, émises par les banques étrangères.
Cette solution, baptisée CPAzonepay, s'inscrit dans le cadre des efforts de la banque "en faveur de la transformation digitale et l'accompagnement de sa clientèle professionnelle" et est destinée aux commerçants et entreprises algériennes disposant d'un site web marchand, précise un communiqué du CPA.
A travers CPAzonepay, le CPA veut accompagner les entreprises et les commerçants dans la digitalisation de leur service de paiement et le développement de leur activité commerciale, en leur offrant la possibilité de commercialiser leurs produits et services en faveur d'une clientèle internationale, a-t-on ajouté.
Ce service s'adresse notamment aux entreprises opérant dans le tourisme, l'hôtellerie et le transport aérien, aux PME exportatrices ainsi qu'aux entreprises relevant du secteur de la santé et des télécoms, l'éducation, la formation en ligne et l'artisanat.
Il permet aussi "une ouverture à l'international par l'acceptation des paiements effectués depuis l'étranger, l'élargissement de la base clients en accédant à une clientèle internationale en plus de la locale, la gestion simplifiée des paiements et la fiabilité et la sécurité des transactions", souligne la banque publique.
"Avec le lancement de CPAzonepay, le CPA réaffirme son engagement à mener à bien la stratégie de transformation digitale déjà amorcée. En proposant cette solution innovante, le CPA contribue efficacement à l'expansion des prestations et produits nationaux sur les marchés internationaux", ajoute le communiqué.

Mercuriale

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 09 نوفمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 09 Novembre 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg — معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة دج / كلغ — المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	119	127	111	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	180	197	163	الطماطم	
	Oignon sec	107	115	99	البصل الجاف	
	Ail sec	876	950	801	الثوم الجاف	
	Carotte	123	133	113	الجزر	
	Navet	123	133	113	اللفت	
	Poivron	142	155	129	الفلفل الاخضر	
	Piment	151	166	136	الفلفل الحار	
	Courgette	126	138	114	الكوسة	
	Haricot vert	205	223	186	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	125	136	113	الخس	
Fruits frais	Orange	272	306	237	البرتقال	فواكه طازجة
	Clémentine	256	289	222	كليمونتين	
	Citron	203	225	180	الليمون	
	Pomme locale	425	521	328	التفاح المحلي	
	Datte	463	575	351	التمر	
	Grenade	177	209	145	الرمان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2222	2340	2103	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	447	458	435	الدجاج	
	Œufs (Unité)	22	23	21	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	89	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	360,00	NC	0,00	0,80	3,48	7,67	7,22	0	0,00
AYRADE	AYRD	830,00	NC	0,00	0,78	1,63	118,57	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,13	0,01	7,56	7,64	5530	7 742 000,00
BIOPHARM	BIO	2 358,00	NC	0,00	0,10	-5,19	6,36	7,21	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	1 995,00	1995,00	0,00	-0,14	-7,84	8,27	8,77	4429	8 835 855,00
EGH El Aurassi	AUR	344,00	NC	0,00	-2,01	-4,24	4,35	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	0,00	4,93	1,24	7,78	0	0,00

PRODUITS AGRICOLES

Cinq filières concernées par le label national de qualité

L'Algérie poursuit ses efforts pour mieux identifier et valoriser ses produits agricoles de qualité, tout en renforçant leur protection sur les marchés internationaux, notamment pour des produits de terroir comme la Deglet Nour de Tolga et la figue sèche de Beni Maouche. C'est ce qu'a souligné Naïma Bouras, sous-directrice chargée de la labellisation au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Par Z R.

Dans ce cadre, des cahiers des charges relatifs au label national agricole de qualité supérieure ont été finalisés pour cinq produits, à savoir la viande rouge ovine, les dattes, le safran, l'huile d'olive et le couscous, a-t-elle indiqué dans une déclaration à l'APS. Des ateliers techniques ont été organisés en septembre dernier à Alger, dans le cadre d'un jumelage institutionnel, pour examiner et évaluer ces cahiers des charges, a-t-elle relevé, précisant que ces ateliers visaient notamment à examiner et à consolider les critères techniques et qualitatifs nécessaires à l'obtention de ce label national officiel, destiné à mieux valoriser les produits agricoles nationaux et à renforcer leur compétitivité, notamment à l'export.

« La finalisation de ces documents représente une étape essentielle pour rendre opérationnels les signes de qualité en dotant les produits concernés de référentiels techniques et qualitatifs adaptés », a-t-elle expliqué. Cette opération a été réalisée dans le cadre du Programme facilité d'appui aux priorités de partenariat Algérie-UE (FAPP), qui accompagne le renforcement du système national de qualité, d'accréditation et de certification.

« La mise en œuvre de ce signe de qualité contribuera à consolider le système national de labellisation et à valoriser les produits agricoles algériens, en complément des autres signes de qualité, notamment les indications géographiques (signes attestant l'origine d'un produit) et l'agriculture biologique, tout en favorisant progressivement leur rapprochement avec les référentiels internationaux », a ajouté la même responsable.

Parallèlement à la mise en place de ce cadre national, l'Algérie œuvre à renforcer la protection et la valorisation à l'international de deux produits de terroir déjà labellisés : la Deglet Nour de Tolga et la figue sèche de Beni Maouche. Pour la Deglet Nour de Tolga, cette démarche est menée, dira-t-elle, dans le cadre de la coopération entre l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI) et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

« Cette démarche permet d'assurer la protection internationale du produit et d'accompagner sa commercialisation via SILAT, la plateforme commerciale de l'OMPI », a-t-elle fait savoir, précisant que la Deglet Nour sera ainsi commercialisée en tant que datte algérienne reconnue et bénéficiant d'une indication géographique nationale, tout en étant protégée contre l'usurpation, dans l'attente de sa certification internationale officielle.

Naïma Bouras a indiqué, à ce propos, que le ministère de l'Agriculture devra engager une procédure administrative en coordination avec le ministère des Affaires étrangères et celui de l'Industrie, afin de se conformer à l'Acte de Genève, qui prévoit une protection internationale des appellations d'origine et des indications géographiques.

Par ailleurs, la Deglet Nour a fait l'objet d'une mise à jour dans le Codex Alimentarius (code alimentaire mondial élaboré par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS)), passant de la classification de datte sèche à celle de datte molle ou demi-molle, conformément à ses caractéristiques réelles. « Cette révision, qui tient compte des spécificités qualitatives des dattes algériennes, renforce sa protection juridique et sa valeur sur les marchés internationaux », s'est félicitée Mme Bouras.

S'agissant de la figue sèche de Beni Maouche, l'Algérie l'a choisie comme produit prioritaire dans le cadre du programme mondial OCOP (One Country, One Priority Product – Un pays, un produit prioritaire) de la FAO, aux côtés d'autres produits retenus par les pays participants, à l'instar du palmier dattier choisi par l'Irak et du café par l'Arabie saoudite, a-t-elle indiqué.

Déployée dans plus de 70 pays, cette initiative vise à promouvoir des systèmes alimentaires durables à travers le développement de chaînes de valeur vertes, la réduction des intrants chimiques et la limitation des impacts environnementaux, a-t-elle fait savoir.

Dans ce cadre, des actions sont prévues pour améliorer la commercialisation internationale de la figue sèche de Beni Maouche et valoriser davantage ce produit de terroir déjà labellisé au niveau national. Une coopération avec la Turquie se poursuit également dans ce cadre, à travers l'organisation de formations au profit des acteurs de la filière.

EXPORTATION DE DATTES

La conquête des marchés extérieurs passe par une meilleure valorisation

Des experts du secteur de l'exportation ont plaidé, jeudi à Alger, pour le renforcement des capacités des opérateurs nationaux dans la filière dattes, à travers notamment le développement de la transformation, la mise en conformité aux normes des marchés destinataires et une meilleure maîtrise des circuits commerciaux et logistiques internationaux.

Intervenant lors d'une conférence intitulée "Horizons et opportunités d'exportation des dattes", organisée dans le cadre de la 4e édition du Salon international des dattes, l'opérateur et expert en exportation, Chakib Boublenza, a souligné la nécessité d'intégrer durablement la culture de l'exportation dans la stratégie des entreprises, quelle que soit leur taille.

Il a estimé que l'accès aux marchés internationaux exige une préparation rigoureuse, fondée notamment sur le respect des engagements commerciaux, la régularité de la qualité des produits tout au long de l'année et l'adoption de normes permettant d'obtenir les certifications requises, précisant que son entreprise est certifiée ISO 9001.

M. Boublenza a relevé, à ce titre, que l'exportation ne doit pas se limiter à l'écoulement des excédents de production, mais s'inscrire dans une démarche répondant à une demande réelle et identifiée sur les marchés ciblés, où la concurrence est particulièrement forte.

Il a également mis en avant le rôle de la banque, des services des douanes et de la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX) dans la sécurisation des opérations d'exportation, notamment en matière de vérification de la solvabilité des clients étrangers.

Parmi les leviers susceptibles de renforcer les performances de la filière, il a préconisé la création de coopératives agricoles permettant de mutualiser les moyens des opérateurs et de faciliter leur participation aux foires et salons internationaux, avec l'appui financier de l'Etat.

Il a également plaidé pour le développement de la transformation des dattes en vue de diversifier l'offre exportable et de privilégier les produits à plus forte valeur ajoutée, au lieu de se limiter à la commercialisation des dattes à l'état brut.

De son côté, l'expert en exportation, Ali Bey Nasri, a souligné que le développement des exportations hors hydrocarbures constitue un défi majeur pour l'économie nationale, appelant les opérateurs à mieux cerner les besoins des marchés ciblés et à adapter leur offre en conséquence.

Il a indiqué que les exportations algériennes de dattes ont atteint environ 98 millions de dollars en 2025, soulignant l'importance de consolider cette performance et de renforcer la présence de la filière sur les marchés internationaux.

M. Nasri a insisté sur la nécessité de respecter les normes en vigueur dans les pays destinataires, à travers une veille réglementaire permanente et une meilleure maîtrise des exigences commerciales, douanières et des dispositions régissant le contrôle des changes.

Il a également relevé que le cadre réglementaire national offre des dispositifs favorables au développement des exportations hors hydrocarbures, notamment à travers les avantages fiscaux accordés aux opérations d'exportation et les possibilités de regroupement des opérateurs au sein de coopératives.

Le développement progressif des infrastructures ferroviaires reliant le nord et le sud du pays devrait, selon lui, contribuer à la réduction des coûts logistiques et à l'amélioration de la compétitivité des produits algériens.

Les intervenants ont, au terme de leurs échanges, insisté sur l'importance d'une meilleure préparation des entreprises, de la maîtrise des procédures administratives et financières et de la valorisation des produits dérivés des dattes, autant de facteurs nécessaires à la consolidation de leur présence sur les marchés internationaux.

R E/APS

NUMÉRISATION ET COORDINATION

Les douanes se dotent d'un centre opérationnel

Le ministre des Finances, Mohamed Lamine LEBBOU, a procédé, hier à Alger, accompagné du directeur général des Douanes, le général-major Abdelkader Bakhouche, à l'inauguration et à l'inspection du Centre des opérations douanières.

Cette nouvelle infrastructure est destinée à renforcer les capacités opérationnelles des services des Douanes et à moderniser leurs mécanismes de contrôle, de suivi et de coordination, indique un communiqué de la Direction générale des douanes (DGD).

À cette occasion, le ministre et la délégation qui l'accompagnait ont visité les différentes installations du centre et pris connaissance des conditions de son fonctionnement. Ils ont également reçu des explications techniques et opérationnelles sur ses missions, ses mécanismes de fonctionnement ainsi que le système d'information qui y est déployé.

Dans son allocution prononcée à l'occasion de cette inauguration, le DG des Douanes a mis en avant l'importance stratégique de cette structure opérationnelle, qu'il a présentée comme un acquis qualitatif dans le processus de modernisation et de numérisation de l'administration douanière. Il a également souligné son rôle en tant que mécanisme moderne destiné à renforcer la coordination opérationnelle et à intensifier le suivi en temps réel des différentes activités douanières à l'échelle nationale. Abdelkader Bakhouche a, en outre, affirmé que la mise en service de ce centre s'inscrit dans la concrétisation des orientations de l'État visant à promouvoir la performance institutionnelle et à consacrer la transformation numérique, de manière à renforcer l'efficacité du travail douanier et à développer ses capacités opérationnelles.

La mise en place de cette structure intervient dans le cadre des efforts de la DGD visant à consolider le dispositif de contrôle douanier, à travers l'adoption de mécanismes modernes de suivi et de coordination, permettant d'accélérer l'échange d'informations et d'améliorer l'efficacité des interventions aux niveaux central et local.

S'appuyant sur un système d'information intégré, le centre permet d'assurer un suivi en temps réel des différentes activités opérationnelles et d'exploiter les données ainsi que les indicateurs de terrain, selon les explications de la DGD. Ce dispositif contribue également au renforcement des capacités d'analyse et d'anticipation et à l'amélioration de la prise de décision sur la base de données précises et actualisées. Il constitue, par ailleurs, un espace central de coordination des opérations et de suivi de l'activité des brigades douanières, tout en favorisant la concertation avec les différents services et organismes concernés, en vue d'améliorer les performances opérationnelles et de renforcer l'efficacité dans l'accomplissement des missions douanières.

Synthèse Z R.

SÉTIF

Clôture du 1er salon international de la plasturgie et des polymères

Le 1er salon international de la plasturgie et des polymères, Algeria plast expo 2026, a été clôturé jeudi au terme de quatre jours d'intenses activités au palais des expositions El Maabouda de Sétif, avec la participation de 43 exposants, dont trois venus de Chine et du Japon.
Dans une déclaration à l'APS, Omar Abaoui, responsable de l'organisation, a indiqué que le salon a suscité un engouement notable avec plus de 3.500 visiteurs, dont des professionnels, des citoyens, des jeunes souhaitant investir dans ce domaine en plus de représentants d'entreprises économiques des deux secteurs public et privé.
Cet évènement économique a été un espace de contact et d'échange surtout avec la dynamique que connait la wilaya de Sétif dans le domaine de la production et de la transformation du plastique, selon la même source qui a relevé que plusieurs accords ont été passés entre les exposants et avec des visiteurs professionnels et plusieurs rencontres ont été organisées pour favoriser les partenariats et les opportunités d'investissement conformément aux orientations des autorités supérieures du pays.
Le salon a également attiré les jeunes porteurs d'idées de projets vers le stand de la NESDA (agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat) pour connaitre les divers services assurés pour la création de micro-entreprises et l'extension d'activités.
Les participants au salon, initié par Ibit Center, entreprise spécialisée dans l'organisation des salons et événements scientifiques en partenariat avec l'entreprise Ritadj Expo du même domaine, ont salué la tenue de cette manifestation, affirmant à l'APS qu'elle constitue pour eux "un espace de développement de leurs activités et capacités productives destinées au marché national et à l'exportation".
Le wali, Mustapha Limani a présidé lundi dernier l'ouverture de ce salon qui a connu aussi la participation des organismes d'accompagnement dont la NESDA, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, la direction de la formation et de l'enseignement professionnels, des compagnies d'assurance et des banques.

R E.

GHARDAIA

Des atouts touristiques et culturels majeurs renforcent son statut de destination touristique

La wilaya de Ghardaïa, qui accueille vendredi une délégation américaine actuellement en visite d'amitié en Algérie, déploie un tableau de richesses et de potentialités touristiques et culturelles des plus singuliers, reflétant la spécificité et l'authenticité de la région, ce qui la prédispose à s'imposer comme un pôle majeur du tourisme culturel, patrimonial et écologique les plus en vue d'Algérie.

A l'avant-garde de ces atouts, les ksour historiques de cette wilaya située à 600 km au Sud d'Alger, avec neuf (9) ksour, à savoir, Ghardaïa, Béni-Isguen, Mélika, Bounoura, El-Atteuf, Guerrara, Berriane, Daya Ben-Dahoua et Métlili.
L'organisation des Nations-unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a inscrit en 1982 la pentapole composée des cinq ksour historiques de la vallée du M'zab au patrimoine mondial, en tant que modèle et source d'inspiration pour l'architecture contemporaine et l'urbanisme, en tant que bâti local, construit à base de matériaux authentiques, pleinement adaptés à l'environnement, depuis le début du premier millénaire.
Véritable colonne vertébrale de l'attractivité de la région, il s'agit des ksour de Ghardaïa, Mélika, Béni-Isguen, Bounoura et El-Atteuf, fascinantes par leur harmonie urbaine et témoignage vivace d'une civilisation sédentaire et urbaine, dotée d'une culture originale qui a su préserver sa cohésion depuis sa fondation au XIe siècle, grâce à ses caractéristiques uniques.
Les ksour et jardins oasiens de Ghardaïa incarnent le génie de l'homme local dans l'adaptation à l'environnement désertique et un modèle d'urbanisme durable, à travers un cadre urbain et social intégré, fondé sur la solidarité et le respect de la vie privée familiale.
Le M'zab a, en effet, maintenu un mode de vie et des techniques de construction quasi-identiques des siècles durant, dictés autant par un contexte socioculturel spécifique que par la nécessité de s'adapter à son environnement. Il est essentiellement fondé sur des citadelles fortifiées entourées de remparts, autour desquels s'étendent des maisons traditionnelles construites en cercles concentriques jusqu'aux murailles.
Chaque maison constitue une cellule cubique de type standard, illustrant une société égalitaire fondée sur le respect de la structure familiale, visant à préserver son intimité, l'équité de la distribution de la lumière et l'adaptation du bâtiment à la chaleur du désert, offrant au visiteur une expérience visuelle inégalée.
Chacune de ces citadelles, entourée de remparts, est dominée par une mosquée dont le minaret faisait office de tour de guet.
Les systèmes traditionnels de collecte de l'eau de pluie et de distribution vers des oasis et vergers, témoignent, quant à eux, de l'expérience héritée dans la gestion des ressources en eau, ce qui ajoute une dimension éducative et historique au voyage touristique. La découverte de Ghardaïa s'articule autour de trois (3) principaux circuits touristiques. Au cœur de l'expérience se trouve le circuit culturel et historique de la pentapole du Mzab. Ce parcours culturel se prolonge naturellement par le circuit saharien et thermal de Métlili, avant de s'ouvrir vers le circuit historique et thermal de Ghardaïa, permettant aux visiteurs de découvrir les diverses caractéristiques naturelles, historiques et culturelles de la région et conjuguer thermalisme et escapades dans les jardins verdoyants et les dunes dorées.
La wilaya compte également huit (8) oasis touristiques, réparties sur ses ksour historiques, où chaque oasis constitue un espace naturel et patrimonial reflétant la spécificité de la vie oasienne, les modes d'exploitation des ressources en eau et d'adaptation à l'environnement désertique.

Des monuments architecturaux singuliers

Parmi les monuments urbains modernes figure l'expérience du ksar écologique de Tafilelt, situé sur un plateau rocheux surplombant le ksar de Béni-Isguen, et qui comprend environ 1.050 habitations alliant l'originalité architecturale locale aux exigences de durabilité environnementale, grâce à l'adoption de matériaux de construction respectueux de l'environnement, à la préservation de la ressource hydrique, à l'exploitation de l'énergie solaire et à l'expansion des espaces verts. Les ksour millénaires de la région abritent également des espaces commerciaux traditionnels, tels que les marchés de Ghardaïa et Béni-Isguen, qui conservent à ce jour le mode de vente aux enchères publiques, connue localement sous le nom de "E-ddelala", considérée comme un précieux héritage de la vie économique et sociale d'antan.
Cet héritage s'exprime avec éclat dans les savoir-faire artisanaux qui font la richesse touristique du Mzab et qui ne se limite guère aux éléments matériels, mais repose également sur un patrimoine culturel immatériel d'une vitalité exceptionnelle, transmis de génération en génération et célébrant des connaissances et gestes artisanaux séculaires.
Au premier rang figure le tissage du célèbre tapis mozabite et de vêtements en laine, véritable langage codé fait de symboles et de couleurs naturelles, ainsi que la dinanderie, la poterie traditionnelle, le travail du cuir et de sous-produits du palmier dattier, reflétant l'identité de la région, sans oublier le patrimoine culinaire oasien constitué d'une gastronomie sublimant les produits de terroir tels que le couscous, le R'fis, la Maghlouga, ainsi que les boissons locales telles que Takerwayt, qui font partie de l'identité culturelle de la région.
Le calendrier local est également rythmé par des évènements fédérateurs que ce soit les marchés traditionnels, mais aussi la fête nationale du tapis, ainsi que les mariages collectifs traditionnels qui dévoilent les chants, les danses folkloriques et les costumes d'apparat.
Les ziâras, waâdas et le rituel de l'été et de l'automne (Aamar et Allaye) incarnent la dimension conviviale sociale et généreuse de ces rassemblements, contribuant ainsi à la préservation du patrimoine culturel et en enrichissent la transmission entre générations, offrant au touriste l'opportunité d'une immersion dans une culture vivante attachée à son authenticité.
Ces éléments conjugués constituent un atout touristique et humain majeur pour le tourisme culturel et immersif, renforçant la position de la wilaya comme destination de choix pour les férus de tourisme culturel et patrimonial, mais aussi et surtout écologique, oasien, thermal, scientifique et académique. Elle attire autant les passionnés d'histoire, d'architecture et de traditions locales de l'intérieur du pays comme ceux de l'étranger.
A mesure que se structurent ces offres d'accueil attractives respectueuses de son identité, la cité millénaire offre au touriste en quête d'authenticité et de tranquillité, un livre ouvert qui raconte l'histoire d'une civilisation et d'une beauté intemporelle, enracinée dans le sud algérien, constituant une destination algérienne incontournable sur l'échiquier touristique mondial.

APS

MASCARA

Vaste campagne de réparation des fuites d'eau au niveau du canal d'adduction principal du système "MAO" alimentant le couloir de Sig

Une vaste campagne de réparation des fuites d'eau enregistrées au niveau du canal d'adduction principal du système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), qui alimente le couloir de Sig, a été lancée vendredi dans la wilaya de Mascara, a indiqué l'unité de l'Algérienne des Eaux (ADE) dans un communiqué. Cette opération, supervisée par l'unité de wilaya de l'Algérienne des Eaux, se déroule avec la participation de plus de 40 agents répartis en neuf équipes techniques, a indiqué la même source. Cette campagne, qui s'étalera sur quatre jours, comprend des travaux de réparation de fuites d'eau majeures sur le canal d'adduction principal du système de transfert "MAO", qui assure l'alimentation du couloir de Sig, comportant les communes de Sig, Allaimia, Ras El Ain Amrouche, Oggaz et Bouhenni. Le programme de cette opération prévoit également le remplacement d'une vanne d'eau de 200 mm de diamètre sur le même canal d'adduction, selon la même source. Cette campagne vise à améliorer l'approvisionnement en eau potable dans les communes du couloir de Sig, à réduire les perturbations enregistrées dans l'approvisionnement, ainsi qu'à préserver cette ressource vitale contre le gaspillage. Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme établi par l'unité de l'ADE, qui comprend l'organisation de campagnes périodiques de réparation des fuites sur les canaux d'adduction principaux du système de transfert "MAO" à travers les couloirs de Mascara, Mohammadia et Sig, en plus des interventions pour réparer les réseaux de distribution d'eau potable à l'intérieur des agglomérations urbaines, a souligné le même communiqué. Par ailleurs, l'unité de wilaya de l'Algérienne des Eaux a programmé le lancement, dans les prochains jours, d'une vaste campagne de réparation des fuites d'eau au niveau des réseaux de distribution d'eau potable urbains à travers les différentes communes de la wilaya. Cela s'inscrit dans le cadre de ses efforts visant à améliorer l'approvisionnement en cette ressource vitale dans la région et à récupérer des quantités importantes d'eau, a-t-on conclu de même source.

APS

LE POUVOIR D'ACHAT

Le problème, pas la solution

Le monde souffre, il souffre de son propre fait, qui dépassé le dépasse. Il se croyait au-dessus du cours des choses, le voilà en cours d'être submergé. L'humanité n'est pas préparée à ce qui l'attend — un monde d'instabilité, de contraintes matérielles plus fortes et de décroissance de son pouvoir d'achat.

1ere partie

Par DERGUINI Arezki (*)



Ce diagnostic ne relève pas seulement de la critique conjoncturelle. Il ne désigne pas un accident de la croissance ni un mauvais cycle économique. Ce qui se défait sous nos yeux, c'est un rapport au monde fondé sur une certaine idée de la valeur, du travail, de la propriété et du pouvoir. Le « démocratisme » — entendu ici comme idéalisation d'une forme démocratique, qui se traduit comme la projection mécanique du passé dans le futur, soit une reproduction indéfinie de dispositions historiquement situées — a épuisé sa capacité à éclairer l'avenir. Le monde souffre d'un rapport à lui-même dystopique. Le pouvoir de commander confié abusivement au pouvoir d'acheter ne peut plus s'effectuer.

Telle est la thèse que ce texte entend soutenir : le pouvoir d'achat n'est pas la solution ; il est devenu le problème. Non pas que l'accès aux biens et aux services soit secondaire. Une population qui ne peut accéder à l'alimentation, au logement, aux soins ou à l'éducation ne dispose pas des conditions élémentaires de la dignité. Mais le pouvoir d'acheter n'est qu'une modalité parmi d'autres du pouvoir de commander — et une modalité historique particulière. Il faut le dire avec précision : commander au travail de la société est le phénomène général. Le pouvoir d'acheter n'en est qu'une des formes qui en corrodant les autres formes s'érode lui-même. Dans les sociétés marchandes, cette forme a pris une importance considérable, jusqu'à sembler se confondre avec le pouvoir de commander lui-même. Mais cette prééminence est une construction historique, non une nécessité anthropologique. Dans les sociétés non capitalistes, le pouvoir de commander au travail et à la société s'exerçait par d'autres voies : la parenté, le statut, l'autorité politique ou religieuse, la coutume, la réciprocité, la contrainte extra-économique. Le pouvoir d'acheter n'y occupait pas la place qu'il a prise dans la société marchande. Et il n'y a aucune raison de croire que cette forme puisse continuer de se développer ou de maintenir sa domination sans l'appui des autres formes d'autorité. Le problème n'est donc pas que le pouvoir d'achat existe. Le problème est qu'il ait été absolutisé, érigé en horizon politique ultime. Lorsqu'il ne le peut plus, ce ne sont pas seulement les revenus qui baissent : c'est l'architecture entière du pouvoir social qui se trouve ébranlée. Et lorsque le pouvoir d'acheter cesse d'être un pouvoir de commander à la société, le capital lui-même ne peut plus commander au travail. Le pouvoir d'acheter donne accès à la production des autres ; il ne garantit ni l'existence de cette production, ni la maîtrise de ses conditions, ni la légitimité de son usage.

Pour penser cette crise et tenter d'en dessiner une issue, deux auteurs que tout semble séparer peuvent être convoqués : Adam Smith, dont la théorie de la « valeur travail commandé » éclaire la logique profonde de l'échange marchand comme pouvoir de commander, et Taha Abderrahmane, dont le « fiduciarisme » propose une refondation éthique de la valeur, du travail et de la propriété autour de la confiance, de la responsabilité et du dépôt. L'un appartient à la tradition de l'économie politique classique, l'autre à la philosophie morale et politique du monde arabo-musulman contemporain. Mais leur confrontation fait apparaître un point aveugle de la modernité économique : la valeur n'est pas réductible à un prix, et le pouvoir de commander ne peut être abandonné au pouvoir d'acheter sans que se défasse le lien social lui-même.

Adam Smith

Adam Smith, dans Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, distingue deux acceptions du travail : le travail comme source primitive de la valeur et le travail comme étalon de la valeur d'échange. La théorie de la « valeur travail commandé » consiste à rapporter la valeur de tout bien à son équivalent en travail-marchandise, c'est-à-dire au travail d'autrui que la personne peut commander, s'acheter. La valeur d'une marchandise et d'une personne est déterminée par la quantité de travail qu'elle peut commander. Le prix réel d'une chose, c'est la peine et l'embarras qu'elle épargne à celui qui l'acquiert, le travail qu'elle lui permet de commander à d'autres. La théorie de la valeur de Smith n'est pas seulement celle de la société capitaliste, mais celle de toute société. Une chose a de la valeur, une personne est riche, selon le travail qu'elle peut commander.

Il faut mesurer la portée exacte de cette théorie. Smith y décrit le fonctionnement d'une société marchande, c'est-à-dire d'une société où le pouvoir sur le travail d'autrui passe principalement par l'échange. Dans une telle société, le pouvoir d'acheter devient le médium ordinaire du pouvoir de commander au travail. Mais cela ne signifie pas qu'il en soit la forme universelle ou exclusive. Smith lui-même sait que d'autres modes de pouvoir de commander ont existé et existent encore : la servitude, la dépendance statutaire, l'autorité domestique, la contrainte politique. La valeur travail commandé n'est donc pas la formule d'une société historique déterminée — la société commerciale — mais la loi de toute société humaine. C'est précisément ce qui rend sa lecture si instructive : elle montre comment, dans la société marchande, le pouvoir d'acheter s'institue progressivement comme la modalité dominante du pouvoir de commander au travail. Aussi peut-on à la suite d'Adam Smith définir le système capitaliste comme le système qui permet au capital de commander au travail de la société, et le système non capitaliste celui qui permet au capital de commander au travail, mais pas à la société, c'est-à-dire pas à tout le travail social et non selon ses propres termes.

Cette théorie porte en elle une promesse : celle d'un échange où la valeur reste indexée sur l'effort humain, sur la peine et le temps de vie incorporés dans l'échange. Smith inscrit ainsi la justice dans l'échange. Derrière le prix nominal se trouve une réalité humaine et productive : des heures de travail, des compétences, des savoir-faire, des organisations, des infrastructures et des efforts. La monnaie n'est pas la richesse elle-même ; elle est un instrument qui permet de mobiliser une partie de la richesse produite par le travail humain. Une augmentation du salaire nominal ne signifie pas nécessairement une augmentation de la richesse réelle si les prix augmentent dans des proportions équivalentes ou supérieures. La monnaie exprime une créance sur la production disponible ; elle ne se substitue pas à cette production.

Mais cette promesse a été trahie. Dans les sociétés avancées, le prix réel d'une marchandise — le travail commandé — est plus élevé que le travail dépensé. Autrement dit, l'écart entre ce que le travailleur abandonne de sa liberté et de son bonheur et ce qu'il peut commander en retour ne cesse de se creuser. La valeur travail commandé, qui pouvait être un étalon de justice, est devenue le vecteur d'une dissymétrie structurelle : les détenteurs de capital et de pouvoir d'achat commandent le travail d'autrui sans que ce travail puisse, en retour, commander une quantité équivalente de vie digne. Le pouvoir d'acheter, qui n'était qu'une modalité parmi d'autres de pouvoir commander au travail, s'est érigé en modalité souveraine, puis en substitut du pouvoir de commander lui-même. Et c'est précisément ce renversement que le monde contemporain ne parvient plus à supporter.

Smith ne sera pas un théoricien d'une équivalence mécanique entre une heure de travail et une quantité fixe de valeur. Il affirme que les travaux diffèrent par leur difficulté, leur habileté et le temps de formation qu'ils exigent. Il souligne les limites pratiques de la mesure du travail et le rôle des négociations marchandes. Son apport décisif est ailleurs : la richesse doit être rapportée à la capacité réelle de commander au travail et ses produits, et non à la seule capacité d'acheter du travail et ses produits. La question politique n'est donc pas seulement : combien un individu peut-il acheter ? Elle est aussi : quelle quantité de travail social, de ressources productives et de capacités humaines sa richesse lui permet-elle réellement de mobiliser ? Et, à l'échelle collective : quelle quantité de travail notre société est-elle capable d'organiser, de préserver et de transmettre pour satisfaire ses besoins essentiels ?

(A suivre)

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif, ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

MAURITANIE

150 000 branchements prévus pour améliorer l'accès à l'eau

Un accord de 41 M€ signé le 11 novembre 2026 doit financer près de 150 000 branchements d'eau à Nouakchott et Nouadhibou, illustrant la montée en puissance des financements AFD en Mauritanie sur les services essentiels.
La Mauritanie et la France ont conclu le 11 novembre 2026 à Nouakchott un accord de financement d'un montant de 41 millions d'euros, soit environ 1,854 milliard d'ouguiyas, destiné à améliorer l'approvisionnement en eau potable à Nouakchott et Nouadhibou.
L'instrument, structuré en prêt souverain et subvention, a été signé par le ministre mauritanien des Affaires économiques et du Développement, Mohamedou Ahmedou M'Haïmid, l'ambassadeur de France en Mauritanie, Emmanuel Besnier, et le directeur de l'Agence française de développement (AFD) à Nouakchott, Ignace Monkam Daverat.
Selon le ministère mauritanien des Affaires économiques, le projet vise à réduire les pertes sur les réseaux de distribution, renforcer leur résilience climatique et améliorer les performances de la Société nationale de l'eau (SNDE).
L'accord est présenté par la partie mauritanienne comme une nouvelle étape du partenariat financier avec la France dans le secteur de l'eau. Pour l'AFD, ce financement s'inscrit dans la stratégie de soutien aux services essentiels et à la résilience urbaine en Mauritanie.
Le programme doit bénéficier à environ 1,6 million de personnes et permettre la réalisation de près de 150 000 branchements dans les quartiers périphériques et les zones vulnérables des deux grandes agglomérations côtières.
Les autorités rappellent que les pertes techniques et commerciales sur le réseau de distribution de Nouakchott sont estimées à 57 % en 2024, malgré les investissements déjà engagés.

Une nouvelle séquence dans la coopération financière franco mauritanienne

La relation financière entre la Mauritanie et l'AFD a pris de l'ampleur ces dernières années, avec une montée en puissance des engagements sur les infrastructures et les services de base. Le portefeuille de projets en cours d'exécution du groupe AFD en Mauritanie représente ainsi près de 385 millions d'euros en 2025, sur des axes allant de l'énergie à l'eau en passant par la cohésion sociale.
L'ambassadeur Emmanuel Besnier avait déjà mis en avant cette inflexion en citant, parmi les opérations structurantes, le financement d'une ligne à haute tension entre Nouakchott et Néma pour sécuriser l'alimentation électrique de l'Est du pays. Il soulignait alors la reprise des prêts souverains de l'AFD à la Mauritanie depuis 2023 et la concentration des ressources sur quelques projets à fort impact.

R I.

ÉGYPTE

L'État prépare une stratégie pour attirer les investissements en Mer Rouge

Dans le cadre de sa stratégie de valorisation des actifs publics et de réduction de la dette, l'Egypte a attribué au ministère des Finances un terrain de 26 690,45 feddans (112,1 millions de mètres carrées) dans le gouvernorat de la mer Rouge, conformément au décret présidentiel n° 448 de 2026 publié au Journal officiel.

Le ministère des Finances a annoncé, vendredi 13 novembre, l'élaboration d'une stratégie visant le développement de la région de la mer Rouge, afin d'attirer de nouveaux investissements et générer des revenus durables pour l'Etat, lors d'une conférence de presse.
Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale de gestion des actifs et des engagements financiers de l'Etat, visant à « optimiser leur exploitation et à en tirer le meilleur rendement économique possible ».
A cet effet, le ministère prévoit de valoriser ces actifs à travers différents mécanismes, notamment « leur mise à disposition dans le cadre de contrats d'usufruit, la réalisation de projets d'investissement en partenariat avec le secteur privé ou encore la conversion d'une partie des investissements en dettes dues à l'Etat », d'après le communiqué.

« Destinés à réduire la dette publique »

L'objectif, d'après le ministère, est d'affecter les revenus générés par ces investissements à « la réduction de la dette publique et au paiement du service de la dette ».
Dans ce contexte, le ministère a affirmé que la stratégie de gestion de la dette avait permis de ramener le ratio de la dette publique de 96 % à 81,9 % du PIB en trois ans, tout en enregistrant chaque année des excédents primaires dans le budget.
L'excédent primaire, quant à lui, a atteint 4,9 % du PIB au cours de l'exercice budgétaire 2025-2026, a précisé le ministère.
Cette stratégie vise également à offrir de nouvelles possibilités au secteur privé et à accroître sa participation à l'activité économique.
Elle doit, par ailleurs, permettre d'élargir les marges de manœuvre budgétaires de l'Etat afin d'augmenter « les dépenses consacrées au développement humain, à la protection sociale, à l'amélioration des services publics et aux autres priorités des citoyens ».
Pour rappel, l'Egypte a signé en février 2024 un accord avec la compagnie émiratie Abu Dhabi Developmental Holding Company pour développer Ras Al-Hikma, une zone côtière de Marsa Matrouh. Cet accord a permis d'Egypte de recevoir 35 milliards de dollars, dont 24 milliards de dollars seront injectées en liquidités directs et 11 milliards de dollars en dépôts émiratis chez la Banque Centrale d'Egypte (BCE).
Cet accord s'inscrivait dans une stratégie plus large visant à réduire l'endettement de l'Egypte et à renforcer ses liquidités. Le pays faisait alors face depuis près de deux ans à une pénurie de devises étrangères.
L'injection de 35 milliards de dollars en l'espace de deux mois devait ainsi contribuer à atténuer cette crise, en répondant aux besoins du marché en devises et en réduisant l'écart entre le taux de change officiel et celui du marché parallèle.
L'accord a également contribué aux efforts de réduction de la dette publique, selon le ministre des Finances, Ahmed Kouchouk : « Les 35 milliards de dollars issus de cet accord avaient été préservés pour renforcer les réserves nettes de change de l'Egypte, tandis qu'une partie de leur contre-valeur en livres égyptiennes avait été consacrée au désendettement », a-t-il souligné lors d'une rencontre organisée par la Chambre de commerce américaine en Egypte, en septembre 2024.
En novembre 2025, l'Egypte a conclu un accord avec le Qatar pour le développement d'Alam El-Roum, une zone côtière située dans le gouvernorat de Marsa Matrouh.
D'un montant global de 29,7 milliards de dollars, le projet prévoit la création d'un complexe touristique et résidentiel. Il comprend le versement de 3,5 milliards de dollars à l'Egypte pour la valeur du terrain et 26,2 milliards de dollars d'investissements destinés à la construction.

Un terrain de 26 690,45 feddans affecté au ministère des Finances

Début novembre, le Journal officiel égyptien a publié le décret présidentiel n° 448 de 2026, portant sur l'affectation au ministère des Finances d'un terrain d'environ 26 690,45 feddans, soit près de 112,1 millions de mètres carrés, situé dans le gouvernorat de la mer Rouge et relevant du domaine privé de l'Etat. L'information a été relayée dans un communiqué publié mercredi 11 novembre.
Selon le texte, « cette mesure vise à contribuer à la réduction de la dette publique et à permettre l'émission de sukuk souverains, conformément aux lois et aux réglementations en vigueur ».
Le décret vient modifier l'article premier du décret présidentiel n° 222 de 2026, en prévoyant l'affectation de cette parcelle au ministère des Finances. Son périmètre est délimité dans le plan et le tableau des coordonnées annexés au texte.
L'article 2 prévoit enfin le dépôt du décret auprès du bureau compétent de la publicité foncière, sans frais. Cette formalité produira l'ensemble des effets juridiques liés à son enregistrement.

Agence

RESTRUCTURATION DU SECTEUR BANCAIRE

Le FMI réclame de nouveaux efforts au Liban

Le Fonds monétaire international (FMI) a estimé vendredi que le Liban devait intensifier ses efforts en vue d'un accord sur la restructuration du système bancaire et le partage des pertes liées à l'effondrement économique du pays, tout en protégeant les épargnants.
En avril 2022, le FMI et Beyrouth avaient conclu un accord de principe portant sur un plan d'aide de trois milliards de dollars sur quatre ans, conditionné à l'adoption de réformes financières.
À l'issue de réunions entamées mardi, le FMI a fait état de "progrès dans la clarification des pistes étudiées par la Banque du Liban et le gouvernement" concernant la restructuration du secteur bancaire et le projet de loi sur la régularisation financière et la restitution des dépôts.
Il a toutefois prévenu que "des travaux supplémentaires restent nécessaires pour parvenir à un accord sur une stratégie garantissant une restructuration efficace et durable du secteur bancaire libanais".
Déclenchée en 2019, la crise économique libanaise a privé les déposants de l'accès à leurs économies, ébranlé la confiance dans les banques et généralisé le recours au cash.
Le FMI demande également que les discussions se poursuivent afin d'établir des critères maximisant les montants restitués aux épargnants, selon un ordre de priorité juridique clair.
Le ministre libanais des Finances, Yassine Jaber, a dit espérer parvenir à un accord avec le FMI au cours du premier trimestre de l'année prochaine, et au plus tard avant la fin de la même année.
Le Parlement doit encore adopter une loi qui fixera la répartition des pertes accumulées depuis 2019 entre l'État, la Banque du Liban, les banques commerciales et les déposants.
Plusieurs responsables politiques et représentants du secteur bancaire contestent ses dispositions, notamment la part des pertes que chacun devra assumer.
Évaluées à près de 70 milliards de dollars début 2022 par les autorités, ces pertes se sont encore alourdies depuis, selon des experts.
Les autorités libanaises ont accéléré le rythme des réformes exigées par le FMI, le Parlement ayant notamment voté l'an passé un texte réformant le secret bancaire et un autre sur la restructuration des banques.

R I.

MANGANÈSE

Après le Gabon et le Ghana, la Côte d'Ivoire rejoint la course à la transformation locale

En Afrique, les ambitions de transformation locale gagnent du terrain, y compris dans la filière manganèse. Si cette dynamique est surtout portée par des fournisseurs clés, notamment le Gabon, d'autres producteurs explorent aussi les possibilités de valorisation locale du minerai.

Dans sa Politique intégrée des ressources minérales et de l'énergie (PIRME), dévoilée le lundi 9 novembre, la Côte d'Ivoire a fixé ses ambitions minières à l'horizon 2040. Parmi elles figure l'objectif de valoriser localement 1,25 million de tonnes de manganèse par an. Au-delà du cas ivoirien, cette ambition s'inscrit dans une dynamique également observée chez d'autres producteurs africains, allant du Gabon au Ghana. Le plan présente les investissements envisagés par le gouvernement ivoirien pour soutenir le développement des secteurs minier, pétrolier et énergétique.
L'objectif est de faire passer leur contribution cumulée au PIB de 7 % en 2025 à environ 14 % d'ici 2040. Dans le secteur minier, les ambitions affichées comprennent également la volonté de produire 150 tonnes d'or affiné par an. Si une raffinerie dédiée à cet objectif avait déjà été évoquée par les autorités plus tôt cette année, aucune installation destinée à la transformation du manganèse n'a en revanche été associée à ce plan.
L'U.S. Geological Survey (USGS) classe la Côte d'Ivoire au 8e rang des producteurs mondiaux de ce minerai, aux côtés de fournisseurs africains comme l'Afrique du Sud, le Gabon et le Ghana. Selon les statistiques officielles, la production nationale s'est établie à 1,11 million de tonnes en 2025, contre 1,03 million de tonnes enregistrées en 2024. 4 sites d'exploitation sont identifiés dans le pays : Lauzoua-Mokta, exploité par une coentreprise entre la société ivoirienne SODEMI et la China National Geological and Mining Corp., ainsi que Bondoukou, Lagnonkaha et Kaniasso.

Une trajectoire encore à préciser

Les ambitions ivoiriennes en matière de transformation du manganèse ne datent toutefois pas de la présentation de la PIRME.
En octobre 2024, le groupe indien Nava Limited avait annoncé un projet de 150 millions USD à Soubré, comprenant une usine de silicomanganèse. Selon les informations publiées par l'entreprise, les études de faisabilité sont achevées, mais l'acquisition du terrain est toujours en cours. Aucun élément ne permet encore de confirmer le lancement de la construction.
Cette volonté de développer des capacités industrielles autour du manganèse se traduit par des initiatives plus récentes au Gabon. Outre l'interdiction d'exporter le minerai brut à partir de janvier 2029, Libreville a signé en juillet 2026 un protocole avec Eramet et sa filiale COMILOG pour étudier plusieurs scénarios permettant de transformer jusqu'à 700 000 tonnes de minerai par an d'ici fin 2031.
Le 6 novembre, un autre mémorandum a été conclu avec le groupe chinois South Manganese Investment pour la construction d'un complexe métallurgique à M'Bembélé, estimé à 116,7 milliards FCFA (environ 197,3 millions USD).
Le projet prévoit une capacité initiale de production de 180 000 tonnes de produits métallurgiques par an, avec une montée en puissance envisagée à plus d'un million de tonnes à l'horizon 2030.
Au Ghana, la Ghana Manganese Company (GMC) prévoit pour sa part d'investir 450 millions USD dans une raffinerie au sein de la zone de sa mine de Nsuta. Encore en préparation en janvier 2026, le projet doit permettre d'accroître la valeur ajoutée tirée du minerai extrait localement.
En Afrique du Sud, où la transformation du manganèse repose déjà sur une industrie de ferroalliages bien établie, l'enjeu porte également sur la préservation des capacités industrielles existantes. En juillet 2026, Transalloys, dernier producteur sud-africain de ferroalliages à base de manganèse encore opérationnel, a interrompu sa production, notamment en raison du coût élevé de l'électricité.
La stratégie nationale sur les minéraux critiques et les métaux, publiée en 2025, met pourtant l'accent sur le développement de la transformation locale.
Ces initiatives interviennent alors que les grands marchés cherchent à diversifier leurs sources d'approvisionnement et à développer des capacités de transformation hors de Chine.
Le manganèse offre plusieurs débouchés industriels : les alliages de ferromanganèse et de silicomanganèse, utilisés dans la fabrication de l'acier, constituent les applications traditionnelles.
Certains produits chimiques à base de manganèse sont également utilisés dans la fabrication de piles et de batteries, notamment pour des technologies lithium-ion. Pour les pays producteurs, développer ces activités permettrait ainsi de capter une part plus importante de la valeur ajoutée et de se positionner sur des marchés liés à la sidérurgie, aux infrastructures et au stockage de l'énergie.
Reste désormais à voir comment ces ambitions se traduiront concrètement en Côte d'Ivoire.
Le pays devra encore préciser les investissements nécessaires, les capacités industrielles à mettre en place et les débouchés visés pour les produits transformés. Le projet de Nava Limited pourrait constituer un premier jalon, mais son calendrier et sa concrétisation restent à confirmer. Autant d'éléments qui permettront de mesurer la portée réelle de cette stratégie.

Agence

CAMEROUN /BUDGET 2025

176 milliards de recettes manquent à l'appel

Le Cameroun a terminé l'exercice 2025 avec un déficit budgétaire de 535,2 milliards de FCFA, représentant 1,6 % du produit intérieur brut (PIB), selon l'exposé des motifs du projet de loi de règlement soumis à l'Assemblée nationale le 12 novembre 2026. Ce résultat dépasse de 225,3 milliards de FCFA, soit 72,7 %, la prévision de 309,9 milliards (0,9 % du PIB). Le texte a été déclaré recevable par la Conférence des présidents de l'Assemblée nationale et doit encore être examiné par les députés. Les recettes du budget général, hors opérations de financement et de trésorerie, ont atteint 5 174,8 milliards de FCFA, contre 5 350,8 milliards attendus. Le manque à gagner s'établit ainsi à 176 milliards de FCFA. Dans le même temps, les dépenses ont atteint 5 729,7 milliards, dépassant de 83,4 milliards les prévisions. Les comptes d'affectation spéciale ont dégagé un excédent de 19,5 milliards, avec 58,6 milliards de recettes et 39,1 milliards de dépenses. Au-delà du déficit, l'État a dû faire face à des remboursements de dette et à d'autres besoins de trésorerie. Le projet de loi chiffre le besoin global de financement à 1 925,2 milliards de FCFA. Les financements bancaires ont apporté 425,1 milliards et les émissions de titres publics 349 milliards. Ensemble, ces deux sources ont couvert 40,2 % du besoin déclaré. Le gouvernement fait également état de 466,9 milliards de prêts, de 325,4 milliards d'autres emprunts, de 195,9 milliards d'appuis budgétaires et de 162,7 milliards de financements exceptionnels. Ces résultats présentent toutefois un écart avec un autre bilan officiel. Dans son rapport d'exécution du budget 2025, publié le 2 novembre 2026, la Direction générale du budget (DGB) chiffre le déficit global à 695,4 milliards de FCFA, soit 2 % du PIB, et le besoin de financement à 1 959,1 milliards. Le déficit dépasse ainsi de 160,2 milliards celui présenté dans le projet de loi de règlement. Les deux documents ne retiennent pas les mêmes montants de recettes et de dépenses. Leur rapprochement comptable reste nécessaire pour déterminer l'origine de cet écart. Sur le volet des investissements, la part du budget d'investissement public (BIP) dans l'enveloppe globale de l'État est passée de 25,7 % en 2024 à 24,2 % en 2025, soit un recul de 1,5 point. Le taux de réalisation physique des projets a néanmoins progressé de 69,4 % à 72,73 %. En revanche, le taux d'ordonnancement des dépenses d'investissement a diminué de 93,9 % à 91,9 %. Les ressources du BIP transférées aux collectivités territoriales décentralisées ont atteint 157,8 milliards de FCFA, en hausse de 10 % sur un an.Dans son avis joint au projet de loi de règlement, la Chambre des comptes recommande notamment d'améliorer la fiabilité de l'information budgétaire et comptable, de maîtriser l'endettement extérieur et de réduire les arriérés, y compris ceux de la dette intérieure. Le gouvernement indique vouloir limiter leur accumulation et réduire le stock des dépenses engagées restant à décaisser.

R I.

TOGO

Le gouvernement prépare une refonte de son système de gestion budgétaire et comptable

Au Togo, le gouvernement veut moderniser son système d'information budgétaire et comptable afin d'améliorer le suivi des finances publiques et la transparence dans l'utilisation des ressources de l'État. Dans cette perspective, le ministère chargé des Finances a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour recruter un cabinet spécialisé chargé de réaliser un diagnostic du Système d'information budgétaire et comptable (SIBC). L'étude vise à examiner le fonctionnement actuel du dispositif et à proposer une stratégie ainsi qu'une feuille de route pour sa modernisation. Elle concerne les aspects institutionnels, organisationnels, fonctionnels, techniques et technologiques du système.
Le cabinet retenu devra notamment évaluer les applications et équipements utilisés dans la gestion budgétaire et comptable, examiner les procédures de préparation et d'exécution du budget, ainsi que les mécanismes de suivi et de contrôle des dépenses publiques. Il devra également analyser la circulation des informations entre les administrations, la fiabilité des outils existants et les dispositifs de sécurité des données financières.
À partir de ce diagnostic, il devra identifier les insuffisances du système actuel et proposer des solutions adaptées, accompagnées d'un plan d'action priorisé et budgétisé.
L'enjeu est de permettre à l'État de disposer d'informations financières plus fiables et mieux centralisées, afin de renforcer le contrôle des recettes, des dépenses et des engagements budgétaires. Une meilleure traçabilité des opérations pourrait également faciliter le travail des organes de contrôle et améliorer la reddition des comptes sur l'utilisation des ressources publiques.
Sur le plan économique, la modernisation du système pourrait aussi améliorer la gestion de la trésorerie de l'État, grâce à un meilleur rapprochement entre les recettes attendues, les dépenses engagées et les disponibilités financières. Elle pourrait ainsi contribuer à une meilleure programmation des paiements aux fournisseurs de l'administration et à une réduction des retards de règlement, qui pèsent sur la trésorerie des entreprises.
L'initiative s'inscrit dans le cadre du Projet de modernisation et de renforcement des capacités de l'administration pour la délivrance des services (PMADS), soutenu par l'Association internationale de développement (IDA) du Groupe de la Banque mondiale. Les candidatures sont attendues jusqu'au 3 décembre 2026.

Agence

POINT-MARCHÉS

Les actions européennes clôturent leur meilleure semaine depuis juin

Les actions européennes ont peu évolué vendredi, mais ont enregistré leur meilleure semaine depuis fin juin, les bons résultats d'entreprises et une rotation hors du secteur technologique à l'échelle mondiale ayant aidé les investisseurs à faire abstraction des risques géopolitiques et de la volatilité des valeurs liées à l'IA.

L'indice STOXX 600 .STOXX a clôturé stable à 664,14 points, après avoir progressé de plus de 2% sur la semaine. L'indice Euro STOXX des banques .SX7E , qui regroupe les valeurs phares du secteur, a progressé de plus de 4% cette semaine et a tiré la hausse générale.

Des résultats solides, associés à une baisse des cours du pétrole alimentée par l'espoir d'un éventuel apaisement du conflit entre les États-Unis et l'Iran en début de semaine, ont permis au STOXX 600 de franchir jeudi son plus haut historique pour la première fois depuis août.

Les analystes ont également souligné les facteurs structurels favorables susceptibles de renforcer les perspectives de l'Europe à long terme.

"L'Europe met en place son programme de réarmement, son programme industriel, son autonomie stratégique, ses infrastructures énergétiques et sa défense", a déclaré Jitania Kandhari, directrice adjointe des investissements (CIO) chargée des solutions et des actifs multiples chez Morgan Stanley Investment Management.

"Cela se répercute désormais sur différents secteurs de l'économie et des marchés. Lorsque les investissements en dépenses d'équipement reprennent, cela a des retombées positives", a-t-elle ajouté.

Reflétant cet optimisme, Goldman Sachs a relevé son objectif à 12 mois pour l'indice STOXX 600, le faisant passer de 695 à 700 points.

Le secteur tech perd de vigueur

Vendredi, le secteur technologique .SX8P a reculé de 1,3%, en tête des baisses.

L'incertitude quant aux perspectives du secteur de l'IA s'est répercutée sur les marchés mondiaux à la suite de la démission soudaine de Jensen Huang de son poste de directeur général de Nvidia, les investisseurs s'inquiétant de l'avenir de ce géant de l'IA qui a largement soutenu la reprise des marchés mondiaux.

Les valeurs du secteur des semi-conducteurs, telles qu'Infineon IFXGn.DE et Aixtron AIXGn.DE , ont chacune reculé de plus de 4%, tandis que les fabricants d'équipements d'IA, comme Schneider Electric SCHN.PA et Legrand LEGD.PA , ont également enregistré des baisses.

La prudence s'est encore renforcée, les cours du pétrole brut ayant fluctué au cours de la séance, alors que l'accent mis par Washington sur le blocus de l'Iran et le renforcement d'autres pressions économiques a apaisé les craintes d'une reprise du conflit direct au Moyen-Orient. O/R

Les investisseurs ont également pris en compte certains résultats d'entreprises vendredi.

Wise Group WISEa.L a progressé de 7,7%, se hissant en tête de l'indice de référence après que la société de transfert d'argent a annoncé une hausse de 23% de son chiffre d'affaires net au premier semestre de son exercice fiscal.

À l'inverse, Richemont CFR.S a reculé de 3,8% après que le propriétaire de Cartier a annoncé des ventes inférieures aux attentes dans sa division joaillerie au deuxième trimestre.

Acciona ANA.MC a chuté de 8%, se retrouvant en queue de peloton de l'indice après que sa filiale Acciona Energia ANE.MC a annoncé qu'elle n'atteindrait pas son objectif de 2 milliards d'euros (2,21 milliards de dollars) pour son programme de rotation d'actifs.

Côté données, l'économie de la zone euro a progressé de 0,4% en glissement trimestriel au troisième trimestre, selon une estimation préliminaire du produit intérieur brut publiée par l'agence statistique de l'UE.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 12 Novembre 2026
Valeur : 16 Novembre 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	136.6162	136.6312
1	EUR	EURO	151.6440	151.6880
1	GBP	POUND STERLING	181.3329	181.4010
100	JPY	JAPANESE YEN	85.5777	85.6085
1	CNY	CHINESE YUAN	20.4788	20.4835
1	CHF	SWISS FRANC	164.0444	164.1018
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.8979	95.9287
1	DKK	DANISH KRONE	20.2641	20.2714
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.6841	13.6965
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.2944	14.3140
1	AED	UAE DIRHAM	37.1927	37.1998
1	SAR	SAUDI RIYAL	36.3990	36.4088
1	KWD	KUWAITI DINAR	443.1275	443.3199
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.2043	45.6586
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.0149	14.0165
1	LYD	LIBYAN DINAR	21.1939	21.3024
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3773	3.3878
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	184.6299	184.6299

BOURSE DE PARIS

Termine à plat

La Bourse de Paris a terminé atone vendredi, dans un marché encore bousculé par l'affaire Nvidia après la démission de son patron, et la publication de nouvelles données sur l'inflation américaine.

L'indice vedette de la Bourse de Paris s'est octroyé 0,09 % à 8.368,91 points. Jeudi, le CAC 40 a gagné 0,34 %, à 8.361,36 points.

Jensen Huang, le dirigeant américano-taïwanais de Nvidia, la société phare de l'intelligence artificielle (IA), a été forcé jeudi de démissionner, emporté par le scandale de ses relations extraconjugales, dont sa liaison avec Alice Huang, une espionne chinoise présumée.

Le patron déchu de Nvidia est par ailleurs convoqué pour s'expliquer le mois prochain devant les parlementaires américains sur sa relation avec Alice Huang, accusée d'avoir transmis illégalement à Shanghai des puces sophistiquées et soumises à des restrictions américaines.

"Même si nous nous attendons à une nouvelle publication de résultats exceptionnels et anticipons pleinement un chiffre d'affaires supérieur aux estimations de 108 milliards de dollars, ce sont les perspectives d'avenir qui revêtent désormais une importance plus grande que jamais pour le cours de l'action Nvidia", note Kathleen Brooks, directrice de la recherche chez XTB.

Sur le tableau des valeurs, "tout le complexe des semi-conducteurs est attaqué, les concurrents de Nvidia aussi", souligne auprès de l'AFP Jacques-Aurélien Marcireau, co-fondateur de Stilgar AM. "On rebascule vers les narratifs qui dominaient il y a une semaine", poursuit-il.

La semaine passée avait été marquée par une correction du secteur, provoquée par la crainte d'une régulation renforcée de la construction de centres de données aux États-Unis, après la victoire des démocrates aux "midterms". Et ce, dans un contexte de craintes grandissantes autour des investissements massifs dans le secteur de l'IA et des doutes quant à la rentabilité.

A Paris, STMicroelectronics a cédé 0,93 % à 41,95 euros et Soitec 2,88 % à 102,80 euros.

Agence

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine orientée en baisse, le secteur des puces boudé

La Bourse de New York a clôturé globalement en baisse vendredi, tirée vers le bas par la désaffection des investisseurs pour les puces, maillons essentiels de l'intelligence artificielle (IA), à l'issue d'une semaine marquée par le scandale Nvidia. L'indice Nasdaq, qui rassemble les principaux titres technologiques, a cédé 0,91 % et l'indice élargi S&P 500 a reculé de 0,40 %. Seul le Dow Jones est parvenu à grappiller 0,10 %. "La prudence à l'égard des valeurs technologiques et des semi-conducteurs a persisté aujourd'hui", remarque auprès de l'AFP Angelo Kourkafas, analyste du gestionnaire de fortune Edward Jones. Selon lui cela s'explique par l'introduction prochaine à Wall Street d'Anthropic, le concepteur de l'assistant d'intelligence artificielle Claude, et la publication dans quelques jours des résultats trimestriels de Nvidia.

Le groupe de puces est empêtré dans une affaire liant son cofondateur et ex-patron Jensen Huang - il a démissionné de ses fonctions jeudi -, accusé de plusieurs relations extraconjugales dont l'une avec une espionne chinoise présumée.

"Des éléments de plus en plus nombreux indiquent que les puces de l'entreprise tombent entre de mauvaises mains en Chine" en dépit des restrictions d'exportation américaines, souligne Jose Torres, analyste de la plateforme Interactive Brokers.

Selon lui, "l'ensemble du secteur des semi-conducteurs est malmené en ce vendredi 13, les investisseurs craignant que le durcissement de la réglementation et le renforcement de la surveillance ne pèsent sur les perspectives de chiffre d'affaires et de bénéfices".

Nvidia doit partager ses performances trimestrielles mardi après la clôture. Son titre a perdu 3,13 % pour la dernière séance de la semaine et dégringolé de plus de 13 % depuis le week-end et les premières révélations.

Ses concurrents ont aussi souffert vendredi à l'image de Broadcom (-4,76 %) ou AMD (-8,75 %).

Inquiétudes sur l'inflation

En parallèle, le marché a accueilli de nouvelles données d'inflation.

"Bien sûr, nous avons constaté une hausse des prix à la production (PPI) légèrement inférieure aux prévisions (pour le mois d'octobre, ndlr), mais le taux en glissement annuel indique néanmoins une inflation à un niveau inquiétant", juge Angelo Kourkafas.

L'indice a progressé de 6,5 % sur un an. Il fait suite à la publication plus tôt dans la semaine de l'indice des prix à la consommation (CPI) qui a montré que les pressions restaient vives, et pas seulement du côté de l'énergie.

De l'avis des investisseurs, cela devrait contraindre la banque centrale américaine (Fed) à relever ses taux directeurs en décembre et au moins une fois supplémentaires début 2027.

Dans ce contexte, les taux obligataires américains, thermomètres des perspectives inflationnistes, ont progressé. Le rendement à échéance dix ans des emprunts de l'État évoluait à 5,15 % vers 21H25 GMT contre 5,13 % à la clôture la veille.

Au tableau des valeurs, Microsoft (+0,17 % à 519,80 dollars) est parvenu à terminer dans le vert.

L'entreprise a présenté ses excuses pour la panne mondiale qui touche ses logiciels en ligne depuis jeudi et annoncé une "large reprise" de ses services.

La start-up américaine de puces Cerebras a fait exception à la mauvaise passe du secteur après avoir annoncé un bond de son chiffre d'affaires au troisième trimestre. Les investisseurs ont aussi apprécié le relèvement des prévisions financières du groupe et l'annonce de partenariats avec des "hyperscalers", les quelques entreprises qui maîtrisent toute la chaîne de l'IA. Son titre a gagné 11,22 % à 108,72 dollars.

Agence

COOPÉRATION

Le Canada et les Philippines finalisent un accord de libre-échange

Le premier ministre canadien Mark Carney a annoncé ce samedi la conclusion des négociations en vue d'un vaste accord de libre-échange avec les Philippines, alors qu'Ottawa cherche à réduire sa dépendance commerciale envers les États-Unis. La guerre commerciale entre le Canada et les États-Unis a profondément ébranlé ce qui était autrefois l'un des partenariats économiques les plus solides au monde.

Si l'excédent commercial canadien a légèrement progressé en septembre, porté par une hausse des exportations de pétrole, les droits de douane imposés par le président américain Donald Trump ont également pesé sur plusieurs secteurs, selon des données officielles.
L'accord avec les Philippines devrait être signé d'ici environ six mois, a indiqué Mark Carney à des journalistes en marge d'un sommet régional à Manille, où Donald Trump est attendu mardi.

Des négociations «pratiquement terminées»

Le premier ministre canadien a ajouté qu'un accord plus large était également en préparation avec l'ensemble des 11 pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), précisant que les négociations étaient «pratiquement terminées». Ces accords s'inscrivent dans «une stratégie visant à développer un réseau dense de partenaires fiables afin de créer davantage d'opportunités (...) et de réduire notre dépendance relative envers les États-Unis», a expliqué Mark Carney.
Il a indiqué s'attendre à ce que les échanges commerciaux entre les deux pays, qui ont atteint environ 2,4 milliards de dollars en 2025, triplent au cours de la prochaine décennie. L'accord prévoit la suppression de plus de 90 % des lignes tarifaires et couvrira des secteurs allant de l'agriculture à l'aérospatial, en passant par l'intelligence artificielle, a-t-il précisé.
Dans un communiqué distinct, Manille a indiqué s'attendre à ce que l'accord commercial soit finalisé au cours de l'année à venir.
Mark Carney a affirmé à plusieurs reprises que les relations commerciales avec les États-Unis, pilier de l'économie canadienne, ne retrouveraient pas leur situation d'avant le retour de Donald Trump au pouvoir, et que son pays devait diversifier d'urgence ses partenariats commerciaux. Le premier ministre canadien effectue une tournée qui doit le conduire au Cambodge pour un sommet biennal de la Francophonie, avant de se rendre en Chine pour la réunion annuelle de la Coopération économique Asie-Pacifique (Apec). Il doit y rencontrer le président chinois Xi Jinping afin de discuter des relations commerciales entre le Canada et la Chine, a-t-il indiqué.

Agence

FRANCE

L'inflation a bien atteint 3,4 % sur un an en octobre, selon l'Insee

Les prix de l'énergie ont augmenté de 24,1 % en octobre sur un an, après 21,3 % en septembre, portés par la poussée des prix du gaz et des produits pétroliers.
L'inflation a atteint 3,4 % sur un an en octobre en France, selon les résultats définitifs publiés vendredi par l'Insee, un chiffre conforme à l'estimation provisoire publiée fin octobre et au plus haut depuis janvier 2024, en raison d'une accélération des prix de l'énergie.
Les prix de l'énergie ont augmenté de 24,1 % en octobre sur un an, après 21,3 % en septembre, portés par une poussée des prix du gaz et des produits pétroliers. Il s'agit du quatrième mois consécutif de hausse. L'inflation augmente aussi dans les services (+2,6 % en octobre après +2,4 %). À l'inverse, la hausse des prix de l'alimentation ralentit un peu (+1,2 % contre +1,4 % le mois précédent). Cela s'explique par un ralentissement des prix des produits frais (+8,0 % après +9,5 %), notamment ceux des légumes frais à fruits comme les tomates et les courgettes (+ 24,9 % après +35,8 %) et des légumes à feuilles ou à tiges comme les salades (+15,6 % après +23,5 %). Les prix des produits manufacturés continuent quant à eux de baisser mais plus légèrement (-0,2 % après -0,3 %). L'an dernier à la même période, avant le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient, l'inflation était de 0,9 % sur un an et les prix de l'énergie baissaient. Sur un mois, les prix à la consommation ont rebondi de 0,4 %, après une baisse de 0,3 % en septembre. L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), qui permet les comparaisons entre pays de la zone euro, a quant à lui progressé (+ 3,7% sur un an) après 3,4% en septembre. Sur un mois, il augmente de 0,4 %, après -0,3 % le mois précédent.

Agence

ITALIE

L'excédent commercial atteint 2,08 milliards d'euros en septembre

L'excédent commercial hors énergie passe de +5,657 milliards en septembre 2025 à +7,97 milliards au cours du même mois de 2026.
La balance commerciale en septembre 2026 s'élevait à 2,083 milliards d'euros (contre 1,88 milliard en septembre 2025). C'est ce qui ressort du rapport de septembre de l'Istat sur le commerce extérieur et les prix à l'importation. Le déficit énergétique (-5,887 milliards) est plus important qu'un an auparavant (-3,778 milliards). L'excédent commercial hors énergie est passé de 5,657 milliards en septembre 2025 à 7,97 milliards en septembre 2026. En septembre 2026, les prix à l'importation ont augmenté de 1,9 % par rapport au mois précédent et de 9,6 % par rapport à l'année précédente (contre 7,3 % en août).
En septembre 2026, une légère baisse trimestrielle des exportations (-0,2 %) et une hausse des importations (+3,3 %) sont prévues. La tendance mensuelle des exportations se caractérise par une diminution pour les pays hors UE (-1,2 %) et une augmentation pour les pays de l'UE (+0,8 %). Au cours du trimestre de juillet à septembre 2026, par rapport au trimestre précédent, les exportations ont progressé de 0,3 %, tandis que les importations ont reculé de 0,5 %. En septembre 2026, les exportations ont augmenté de 3,8 % en valeur sur un an, mais ont diminué de 3,4 % en volume.
La croissance tendancielle des exportations en valeur est plus marquée pour les marchés hors UE (+5,8 %) que pour les marchés de l'UE (+2,1 %). Les importations ont enregistré une croissance de 3,6 % en valeur, tant dans l'UE (+3,4 %) que hors UE (+3,7 %) ; en volume, elles ont diminué de 9,7 %.
Parmi les secteurs ayant le plus contribué à la croissance annuelle des exportations figurent les métaux de base et les produits métalliques, hors machines et équipements (+27,1 %), ainsi que le coke et les produits pétroliers raffinés (+76,2 %). Viennent ensuite les produits chimiques (+11,8 %), les véhicules automobiles (+17,0 %) et les appareils électriques (+12,4 %). Les exportations de matériel de transport, hors véhicules automobiles (-30,3 %), et de produits pharmaceutiques, chimico-médicinaux et botaniques (-8,3 %) ont diminué sur un an. Sur une base annuelle, la Suisse (+38,2 %) et la Chine (+32,1 %) ont enregistré les plus fortes hausses des exportations nationales. Les exportations vers la France, les États-Unis (-6,5 % chacun) et les pays de l'OPEP (-7,7 %) ont reculé. Au cours des neuf premiers mois de 2026, les exportations ont affiché une croissance tendancielle de 4,7 %, dont plus de la moitié s'explique par la hausse des ventes de métaux de base et de produits métalliques, hors machines et équipements (+26,7 %).

Agence

ÉTATS-UNIS

L'inflation côté producteurs grimpe à 6,5 % sur un an, au plus haut depuis quatre ans

L'indice des prix à la production (PPI) s'est encore accéléré le mois dernier aux Etats-Unis, à +6,5 % sur un an, son rythme le plus élevé depuis fin 2022, selon des données officielles publiées ce vendredi 13 novembre. Les investisseurs s'attendaient à une progression encore plus soutenue, de 6,6 %, selon le consensus publié par Trading Economics. Hors prix volatils de l'énergie et de l'alimentation, les prix ont en revanche légèrement ralenti, à 4,9 % sur un an, contre 5 % en septembre. Les prix à la production sont ceux auxquels les entreprises vendent leurs produits ou leurs services (par exemple au gouvernement, aux consommateurs ou à d'autres entreprises). Ces données permettent de jauger les pressions sur leurs coûts de production, qui sont souvent répercutées jusque dans les prix en magasins.
Mardi, la publication de l'indice des prix à la consommation (CPI) - un des baromètres de référence de l'inflation américaine - avait surpris dans le mauvais sens. Il montrait que si les prix à la pompe avaient cessé de flamber, d'autres postes de dépenses grimpaient vite, comme les courses alimentaires.
La semaine dernière, les élections législatives de mi-mandat ont sanctionné le parti républicain de Donald Trump qui a perdu la majorité dans les deux chambres du Congrès. Les mois précédents, le mécontentement face au coût de la vie revenait inlassablement dans les sondages.

R I.

ALLEMAGNE

La commission parlementaire approuve le budget fédéral pour 2027

La dette nette prévue s'élève à environ 123 milliards d'euros, soit une augmentation d'environ 4 milliards par rapport à l'estimation initiale.
La commission des finances du Bundestag a approuvé ce matin le budget fédéral pour 2027, un montant record d'environ 560,9 milliards d'euros. La dette nette devrait s'établir à environ 123 milliards d'euros, soit une augmentation d'environ 4 milliards d'euros par rapport à la première version du projet. Le Bundestag votera sur le budget définitif lors de sa session du 24 au 27 novembre.
De nouveaux investissements financés par l'emprunt dans les infrastructures et les forces armées sont prévus, ce qui pourrait porter la dette totale à plus de 200 milliards d'euros.
Par ailleurs, la réduction de la taxe sur l'électricité, mesure prévue par l'accord de coalition, reste en suspens suite au blocage imposé par le Parti social-démocrate (SPD). Le comité de coalition devrait se prononcer sur la question la semaine prochaine, le financement n'ayant pas encore été identifié. La taxe sur le plastique a été supprimée face à la résistance des entreprises du secteur, tandis que l'introduction de la taxe sur les boissons sucrées a été reportée à 2028.

R I.

PANNE MICROSOFT 365

Outlook et les services cloud se rétablissent progressivement

Après une panne mondiale survenue jeudi 12 novembre 2026, Microsoft a engagé le rétablissement progressif de ses services cloud.

Outlook et Exchange Online, particulièrement touchés, montrent les premiers signes d'amélioration, tandis que plusieurs autres services de Microsoft 365 connaissent une amélioration progressive. L'éditeur poursuit ses interventions pour stabiliser les infrastructures, sans confirmer à ce stade un retour complet à la normale.

Microsoft commence à enregistrer des améliorations après la panne majeure ayant frappé son environnement Microsoft 365 le 12 novembre. L'incident a principalement perturbé Exchange Online et Outlook, empêchant de nombreux utilisateurs d'accéder à leur messagerie, d'envoyer des courriels ou de consulter leurs boîtes de réception. Les difficultés se sont également répercutées sur plusieurs autres services professionnels.

Vendredi 13 novembre, l'éditeur a annoncé avoir réussi à remettre en service une partie des serveurs défaillants. Il indique que les serveurs Exchange Online corrigés sont désormais stables et étend progressivement ce correctif, région par région. Le trafic est réintroduit avec prudence vers les infrastructures disponibles, permettant à certains utilisateurs de retrouver l'accès à leurs applications. Microsoft prévient néanmoins que cette reprise peut varier selon les régions et les services utilisés. Au moment de la rédaction, aucune date de retour complet à la normale n'avait été communiquée.

Au plus fort de l'incident, Downdetector avait recensé plus de 130 000 signalements concernant Outlook aux États-Unis. Des perturbations avaient également été rapportées dans 74 pays et territoires. Ces chiffres reposent sur les déclarations des utilisateurs et ne constituent pas un décompte officiel des personnes affectées.

Les investigations de Microsoft ont révélé que de nombreux serveurs Exchange Online étaient devenus indisponibles. Leur défaillance a entraîné un report des connexions vers les équipements encore opérationnels, accentuant la surcharge de l'infrastructure.



Les équipes techniques ont engagé plusieurs interventions, dont le redémarrage des serveurs concernés, la modification des mécanismes de vérification de leur état et la redistribution du trafic. Certains équipements remis en service étaient toutefois redevenus indisponibles, compliquant les premières tentatives de rétablissement. Pour éviter de nouvelles rechutes, Microsoft prépare des systèmes automatisés chargés de détecter et de redémarrer en continu les serveurs qui ne répondent plus.

Microsoft poursuit ainsi la surveillance des serveurs restaurés pour vérifier leur stabilité lorsque les utilisateurs se reconnectent. L'entreprise cherche également à identifier l'élément déclencheur de l'incident. Charles Lamanna, dirigeant de Microsoft, a indiqué qu'aucun élément ne suggérait une activité malveillante à son origine.

Outlook, Teams et Copilot : une reprise variable selon les services

La reprise concerne d'abord les accès à Exchange Online, dont dépendent les principales fonctionnalités de messagerie et de calendrier d'Outlook. Les utilisateurs peuvent progressivement retrouver leurs boîtes aux lettres, mais certaines connexions peuvent encore échouer tant que l'ensemble des capacités n'a pas été restauré. Microsoft indique donner la priorité à la gestion des files d'attente, afin de préserver les courriels retardés pendant le rétablissement.

Teams a subi des perturbations plus limitées. Ses fonctions principales de messagerie instantanée et de visioconférence ont globalement continué à fonctionner pendant la panne.

Les difficultés ont surtout porté sur les calendriers, la programmation de réunions et certaines fonctionnalités liées à Exchange Online. Les répercussions sur Copilot, SharePoint Online et d'autres composants de Microsoft 365 dépendent également des services sous-jacents. OpenAI et Anthropic avaient signalé des dysfonctionnements de leurs connecteurs Microsoft 365. Le retour de ces intégrations à un fonctionnement normal devra être confirmé séparément par leurs éditeurs.

Une reprise à surveiller pour les DSI

Pour les entreprises, l'amélioration progressive de Microsoft 365 ne signifie pas nécessairement que tous les processus métiers sont immédiatement opérationnels. Les applications utilisant les interfaces d'Exchange Online peuvent notamment rencontrer des difficultés tant que les connexions et les traitements différés ne sont pas entièrement rétablis.

Les équipes informatiques doivent donc vérifier l'accès à la messagerie, l'arrivée des courriels retardés, la synchronisation des calendriers et le fonctionnement des applications connectées. Le suivi des incidents EX1550543 et MO1550821 dans le centre d'administration Microsoft 365, ou sur la page publique status.cloud.microsoft, reste essentiel pour distinguer les services restaurés des fonctionnalités encore perturbées.

Cette panne mondiale illustre les conséquences qu'une défaillance d'infrastructure peut avoir sur un écosystème cloud fortement intégré. Même lorsque les premiers services redeviennent accessibles, le retour à un fonctionnement stable nécessite des vérifications supplémentaires.

Pour les DSI, l'incident rappelle enfin l'importance de disposer de solutions alternatives de communication, de procédures de continuité d'activité et d'une cartographie précise des relations entre applications cloud.

Attention : après la panne Outlook, Microsoft alerte sur les pirates qui en profitent

Microsoft alerte sur une campagne de phishing qui exploite la panne d'Outlook et de Microsoft 365 de ces derniers jours. De faux e-mails, aux couleurs de l'éditeur, promettent de « restaurer » des messages bloqués pendant l'incident, sous peine de suppression.

Après l'improbable panne d'Outlook et de Microsoft 365, voici venu le temps du phishing. Ce samedi 14 novembre, Microsoft Threat Intelligence, la cellule de l'éditeur chargée de traquer les cybermenaces, a révélé une campagne de faux e-mails imitant ses alertes officielles, avec des individus malveillants qui affirment que vos messages bloqués pendant la panne seraient sur le point d'être effacés. Un piège grossier pour qui connaît les dessous de l'incident, mais terriblement crédible pour des salariés et utilisateurs encore secoués par une messagerie capricieuse depuis jeudi.

Panne Outlook, des pirates promettent de « restaurer » vos mails perdus, c'est une arnaque

Sans grande surprise, les arnaqueurs qui ont eu vent de la panne Microsoft 365 s'en donnent à cœur joie avec le phishing. Leur message le plus crédible affirme que la distribution des e-mails a échoué pendant la panne du 12 novembre et que plusieurs messages sont « retenus », quatre dans l'exemple publié ce matin par Microsoft. Faute d'un clic sur un gros bouton jaune pour les « restaurer », ils seraient alors supprimés sous 24 heures. Pour faire sérieux, l'e-mail cite même le vrai numéro de l'incident chez Microsoft, EX1550543, et rappelle que la panne a touché Outlook, Teams, SharePoint et Copilot dans plusieurs régions. Du vrai, savamment mélangé à du faux.



Et tout est fait pour endormir la vigilance. L'objet reprend le format « Outage » suivi d'un code de six caractères, et le nom de l'expéditeur commence par un préfixe propre à l'organisation visée, suivi de « Outage Notification » ou « Service Health ». Le logo de Microsoft, une mention de copyright et un « ne pas répondre » de rigueur complètent le déguisement de cet hameçonnage. Pourtant, en y regardant de plus près, ce mail n'a rien d'officiel. Les e-mails partent de trois noms de domaine sans aucun rapport avec Microsoft. Le bouton, lui, cache un lien personnalisé pour chaque destinataire, ce qui permet aux pirates de savoir qui a cliqué. Ce lien transite d'abord par SendGrid, un service d'envoi d'e-mails en masse utilisé légitimement par de nombreuses entreprises, puis renvoie vers un site extérieur. Ces messages, repérés dès vendredi 13 novembre, ont visé des organisations de plusieurs secteurs aux États-Unis, seul pays cité à ce stade. Selon Microsoft, l'objectif ressemble à un vol d'identifiants, même si l'éditeur n'a pas encore confirmé que des mots de passe aient été dérobés ni qu'un logiciel malveillant ait été diffusé.

Phishing Microsoft 365, les bons réflexes pour ne pas mordre à l'hameçon

Un détail tout particulier trahit l'arnaque. Pendant la panne, Microsoft n'a jamais évoqué la moindre suppression de messages dans ses bulletins. Au contraire, l'entreprise a clairement annoncé porter à 48 heures le délai avant qu'un e-mail retardé n'expire, justement pour éviter les pertes. Un message qui vous presse d'agir sous 24 heures prend donc le contre-pied exact de la réalité.

Du coup, pour ne pas tomber dans le piège, le réflexe à adopter est toujours le même : il ne faut pas cliquer, et vérifier l'information à la source. Microsoft recommande de vérifier l'état d'une panne directement dans le centre d'administration Microsoft 365, celui que gère le service informatique de votre entreprise. Les particuliers peuvent, eux, consulter la page publique d'état des services de l'éditeur. Dans le doute, mieux vaut transférer le message suspect à votre service informatique que de jouer les héros. Et si vous avez déjà cliqué, a fortiori saisi votre mot de passe, prévenez-le sans attendre et changez vos identifiants.

Concernant les entreprises, Microsoft invite les équipes de sécurité à vérifier leurs réglages Safe Links, qui analysent les liens au moment du clic, à traquer e-mails et clics suspects dans leurs outils Defender et à repérer les salariés qui auraient pu interagir avec ces messages. Des banques avaient d'ailleurs mis en garde leurs clients dès vendredi contre les arnaques surfant sur la panne. Quant à l'incident lui-même, apparu jeudi en fin d'après-midi et ressenti dans 74 pays, il est désormais quasi résorbé. Les escrocs, eux, pourraient bien continuer à surfer sur l'événement.

Le BMW X1 prépare une révolution inattendue pour 2027 !

Attendu initialement pour un simple restylage, le nouveau SUV compact BMW X1 surprendra le marché automobile en lançant sa quatrième génération dès la fin 2027. Pour ce futur modèle, la marque allemande adopte une double stratégie inédite à ce niveau de gamme mais d'ores et déjà présente sur les Série 3 et i3. Le BMW X1 thermique et hybride conservera sa plateforme actuelle, tandis que le BMW iX1 électrique inaugurera l'architecture Neue Klasse de 800V. Avec un design inspiré du grand iX3 et un habitacle futuriste intégrant le Panoramic iDrive, cette double offre permettra au SUV bavarois de rivaliser directement avec le Mercedes GLA récemment renouvelé.









Alors que l'on s'attendait plutôt à un restylage l'an prochain, le BMW X1 changera radicalement son fusil d'épaule. L'actuelle mouture portant le code interne U11 lancée en 2022, cèdera la main à une quatrième génération fin 2027.

Quand le BMW X1 fait coup double

A cet horizon, le modèle compact qui fait office de point d'entrée de la gamme SUV de la marque à l'hélice suivra la même logique que la berline familiale BMW Série 3 et son alter ego branché BMW i3 (voir notre galerie photo). A savoir, une double stratégie reposant d'une part sur la continuité pour le modèle thermique dont la nouvelle mouture reprendra la plateforme de l'existant. Et d'autre part, de la plateforme électrique high-tech Neue Klasse pour la déclinaison électrique du modèle. Tandis que pour garder la cohérence de la gamme, les deux silhouettes seront cosmétiquement parlant assez proches arborant les codes esthétiques du BMW iX3 sur des proportions plus réduites.
A ce titre, l'évolution pour le BMW X1 thermique qui bénéficiera toujours de motorisations hybridées sera marquée au niveau des extrémités comme s'il s'agissait d'un restylage d'envergure. Par la suite BMW répliquera cette politique "séparatiste" sur le futur duo BMW i1/ BMW Série1.

BMW iX1 : contrer le Mercedes-Benz GLA

Cette politique stratégique permettra au BMW X1 comme à l'iX1 d'optimiser les choses. Le second s'offrira ainsi les indispensables friandises technologiques : architecture 800V, batteries implantées en mode cell-to-pack directement au châssis, qui sont un gage d'autonomie accrue comme de promptitude du plein d'électrons. Ce ne sera pas de trop afin de pouvoir rivaliser avec le Mercedes-Benz GLA. Le nouveau BMW iX1, en configuration de base avec sa machine électrique implantée sur le train arrière sera donc de type propulsion, ce qui fera un clin d'œil à la tout première mouture du modèle, le BMW X1 portant le code projet E84 qui fut au catalogue de 2009 à 2015, dont l'entrée de gamme dénommée à l'époque sDrive avait, elle aussi, les roues arrière motrices.

Il est encore un peu tôt pour évoquer les performances du futur BMW iX1, pour mémoire l'actuel BMW iX1 est livrable en versions eDrive 20 fort de 204 ch homologué pour une autonomie de 516 km et xDrive30 disposant de 313 ch avec un rayon d'action de 469 km.

Une toute nouvelle interface à bord

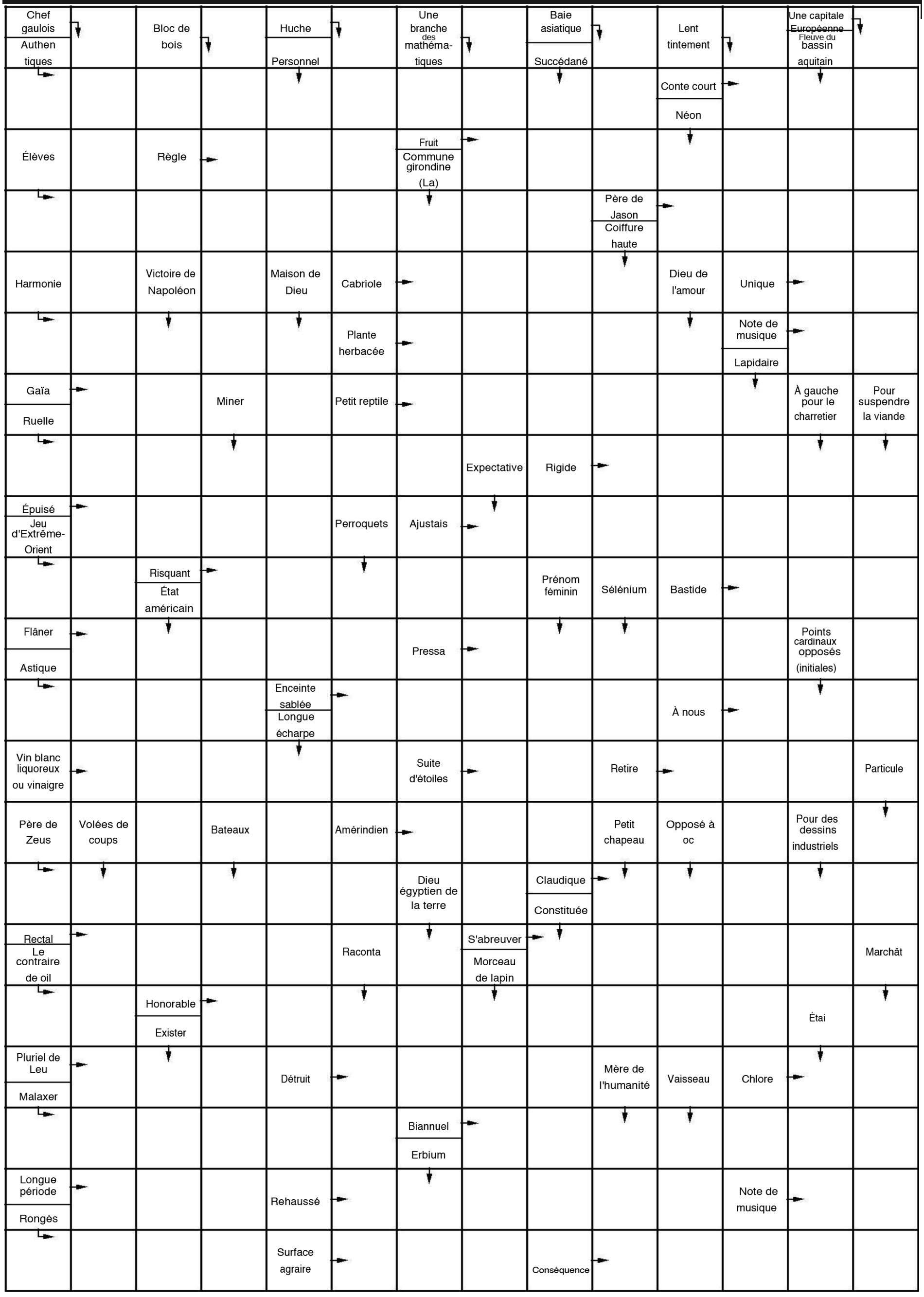
Les BMW X1 et iX1 profiteront l'un comme l'autre du nouvel agencement Panoramic iDrive caractérisé par un écran tactile de bonne dimension (17,9 pouces) au centre de la planche de bord avec les bords horizontaux inclinés associé à un fin bandeau digital apposé au pied du pare-brise courant d'un montant à l'autre.
La production aura lieu dans l'usine de Regensburg (en Bavière) à compter de l'automne 2027, le site industriel qui cette année à fêter ses 40 ans, est le lieu historique d'assemblage du BMW X1 depuis la seconde génération lancée en 2015.

Fiabilité des voitures hybrides : ce que les diagnostics cachent sur la batterie haute tension

Entre la peur persistante de la panne et les idées reçues sur la fragilité des accumulateurs, l'achat d'une voiture hybride d'occasion peut soulever les mêmes questions qu'en électrique. Pourtant, une étude récente menée par Carly semble rassurer, même si les codes erreur d'OBD ne veulent pas tout dire. Les pannes de batteries haute tension resteraient très marginales sur les modèles modernes, surpassées par les tracas du réseau 12V et de l'électronique embarquée.
La crainte de la panne complète de batterie haute tension sur les électriques est toujours très présente chez de nombreux automobilistes. Même si les chiffres tendent à prouver le contraire (plus de 40 % de parts de marché pour l'électrique), il faut aussi nuancer par le fait que ce sont pour une grosse partie des professionnels qui achètent les voitures neuves. Les particuliers, eux, ne comptent que pour la moitié des achats neufs. Malgré la vague d'électriques, la progression est donc en partie portée par les entreprises sous l'effet de la loi de mobilité. Autrement dit, ce n'est pas parce que les électriques s'envolent que la peur du manque d'énergie a soudainement disparu. Mais les automobilistes se rappellent-ils aussi que les hybrides ont également des batteries haute tension ? Certes, bien plus petites et moins coûteuses, mais beaucoup plus sollicitées. Visiblement, les pannes resteraient très à la marge.

Une fiabilité moteur qui surclasse le thermique pur

Le constat s'avère encore plus flatteur lorsqu'on isole la partie purement mécanique du véhicule. Alors que 9 points séparent déjà les hybrides des modèles essence sur le volume global des anomalies relevées, l'écart se creuse à 17 points pour les seuls défauts, qui ne touchent que 43 % des hybrides contre 60 % des voitures essence moteurs selon les statistiques de Carly qui doivent être lues avec du recul malgré tout. Le chiffre est d'autant plus révélateur que la quasi-totalité des hybrides reposent précisément sur une base thermique fonctionnant au sans-plomb. Dans le détail, les avaries liées à la combustion s'effondrent : les ratés d'allumage sont plus de cinq fois moins fréquents (2,0 % sur les hybrides contre 11,0 % sur l'essence), les soucis d'admission et de boîtier papillon sont presque trois fois plus rares (1,3 % contre 3,7 %) et les pannes de vanne EGR sont divisées par deux (0,9 % contre 1,7 %). Logique, puisque sur une hybride, le moteur thermique fonctionne moins souvent, et il s'agit majoritairement de blocs atmosphériques à faible puissance spécifique. Et il convient de nuancer cet avantage par l'âge moyen du parc analysé, les hybrides passant au diagnostic étant globalement plus récentes que leurs homologues purement thermiques.
Contrairement aux idées reçues, la batterie haute tension n'arrive qu'en dixième position dans la hiérarchie des codes défaut enregistrés. Seules 6,8 % des hybrides diagnostiquées en 2026 affichent une anomalie liée à la batterie de traction ou à son système de gestion. Une vigilance s'impose néanmoins selon le millésime du véhicule convoité. Si la moyenne globale rassure, les hybrides de première génération produites entre 2016 et 2018 enregistrent trois à cinq fois plus de codes défaut haute tension que les générations actuelles. L'absence quasi totale de ce type d'alerte sur les modèles thermiques classiques (0,03 %) confirme que ce signal cible spécifiquement les organes propres à l'hybridation, mais la chute spectaculaire des défauts entre 2016 et 2022 pourrait toutefois montrer qu'il s'agit d'une question de maturité technologique plutôt que d'une simple usure liée à l'âge.
Pour autant, l'usure d'une batterie haute tension sur une hybride est normale. Avec l'âge et les kilomètres, ses performances se dégradent exactement comme sur une électrique. Et en dehors des codes défauts et pannes, le meilleur moyen de constater qu'une batterie HT sur une hybride se dégrade, c'est de constater une hausse générale de la consommation de carburant. Car les batteries d'hybrides sont particulièrement sollicitées, les cycles de charge/décharge étant beaucoup plus nombreux (même si les constructeurs conservent des plages d'utilisation de la batterie optimale, entre 20 et 80 % la plupart du temps).


Chef gaulois
Authentiques
Bloc de bois
Huche
Personnel
Une branche des mathématiques
Baie asiatique
Succédané
Lent tintement
Une capitale Européenne
Fleuve du bassin aquitain
Conte court
Néon
Élèves
Règle
Fruit
Commune girondine (La)
Père de Jason
Coiffure haute
Harmonie
Victoire de Napoléon
Maison de Dieu
Cabriole
Dieu de l'amour
Unique
Plante herbacée
Note de musique
Lapidaire
Gaïa
Ruelle
Miner
Petit reptile
À gauche pour le charretier
Pour suspendre la viande
Expectative
Rigide
Épuisé
Jeu d'Extrême-Orient
Perroquets
Ajustais
Risquant
État américain
Prénom féminin
Sélénium
Bastide
Flâner
Astique
Pressa
Points cardinaux opposés (initiales)
Enceinte sablée
Longue écharpe
À nous
Vin blanc liquoreux ou vinaigre
Suite d'étoiles
Retire
Particule
Père de Zeus
Volées de coups
Bateaux
Amérindien
Petit chapeau
Opposé à oc
Pour des dessins industriels
Claudique
Constituée
Dieu égyptien de la terre
Rectal
Le contraire de oil
Raconta
S'abreuver
Morceau de lapin
Marchât
Honorable
Exister
Étai
Pluriel de Leu
Malaxer
Détruit
Mère de l'humanité
Vaisseau
Chlore
Biannuel
Erbium
Longue période
Rongés
Rehaussé
Note de musique
Surface agraire
Conséquence

ANNABA

Mise en service « début 2027 » d'un silo de stockage de céréales à Berrahal

Un silo de stockage de céréales, en cours de construction dans la commune de Berrahal (Annaba) entrera en service « début 2027 », a indiqué la directrice des services agricoles (DSA), Amira Chanez Zaidi. La même responsable a précisé que ce projet, qui renforcera les capacités de stockage de la wilaya au moyen d'un million de quintaux, s'inscrit dans le cadre du programme national visant à renforcer les structures de stockage des céréales et à améliorer les capacités des wilayas à absorber la production locale.

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Dimanche 15 novembre 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

COMPLEXE SIDÉRURGIQUE "TOSYALI"

Un nouveau record de production mensuelle

Le Complexe sidérurgique "Tosyali", situé à Bethioua, dans l'est de la wilaya d'Oran, a réalisé un nouveau record de production mensuelle, atteignant 235.168 tonnes, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction du Complexe. Selon la même source, la première unité de réduction directe (DRI-I) du Complexe a enregistré, au cours du mois de septembre dernier, ce niveau de production record, avec une moyenne de 328,9 tonnes par heure. "Cette performance dépasse la capacité de production théorique de l'unité, estimée à 312,5 tonnes par heure. Elle surpasse également le précédent record enregistré en septembre 2022, qui s'élevait à 227.739 tonnes", a-t-on précisé. Cette réalisation témoigne, selon la même source, du niveau de " compétence, de dévouement et des efforts collectifs" déployés par les équipes du Complexe, ainsi que de leur engagement constant en faveur de l'amélioration des performances opérationnelles, du renforcement de l'efficacité et de la consolidation des bases d'une croissance industrielle durable. Par ailleurs, le Complexe a récemment procédé à l'exportation de 40.000 tonnes de produits sidérurgiques vers les marchés européens, au départ du port d'Arzew. Cette opération comprend 20.000 tonnes de bobines d'acier laminé à chaud destinées à la Pologne et 20.000 tonnes de brames d'acier destinées à l'Italie, souligne-t-on.

GARANTIE DES DÉPÔTS BANCAIRES

La prime de participation fixée à 0,05 % pour 2024 et 2025

La Banque d'Algérie a fixé à 0,05 % le taux de la prime de participation au Fonds de garantie des dépôts bancaires (FGDB) au titre des exercices 2024 et 2025. Cette décision est consacrée par l'instruction n°13-2026 du 11 novembre 2026, signée par le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohand Bouraï. En vertu de cette instruction, le taux de la prime est calculé sur l'ensemble des dépôts enregistrés par les banques au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2025, respectivement. La mesure concerne aussi bien les banques exerçant en Algérie que les succursales de banques étrangères implantées dans le pays. Cette disposition intervient en application du règlement n°20-03 du 15 mars 2020 relatif au système de garantie des dépôts bancaires. Le taux retenu a été fixé conformément à la délibération du Conseil monétaire et bancaire, en date du 5 novembre 2026. L'instruction précise également que les établissements bancaires concernés sont tenus de verser les primes dues au Fonds de garantie des dépôts bancaires au plus tard le 30 novembre 2026. À travers ce dispositif, les banques contribuent au financement du mécanisme national de garantie des dépôts, destiné à assurer la protection des déposants conformément à la réglementation bancaire en vigueur. **R E.**

INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES ET PORTUAIRES

Alger et Pékin examinent de nouvelles perspectives de partenariat

Le renforcement de la coopération algéro-chinoise dans le financement et la réalisation des grands projets d'infrastructures de base a été au centre de plusieurs rencontres tenues jeudi à Alger entre des responsables algériens et des représentants d'institutions et d'entreprises chinoises, notamment dans les domaines ferroviaire, portuaire et industriel.
Dans ce cadre, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a reçu le président du Conseil d'administration de la Banque d'import-export de Chine (China Exim-Bank), Chen Huaiyu, avec lequel il a examiné les possibilités de renforcer la coopération dans le financement des projets d'infrastructures, notamment ferroviaires et portuaires.
Les discussions, tenues en présence de l'ambassadeur de Chine en Algérie, Dong Guangli, et de représentants des organismes concernés, ont porté particulièrement sur les possibilités de financement de ces projets par le biais de prêts bancaires, ainsi que sur les perspectives de développement de futurs partenariats.
Le ministre a également reçu le président du Conseil d'administration de China Harbour Engineering Company (CHEC), Bai Yinzhan, pour examiner les opportunités d'élargissement de la coopération dans le domaine de la réalisation des infrastructures portuaires.
Cette rencontre a permis de faire le point sur les projets de coopération en cours, les perspectives de partenariat ainsi que l'activité de la société mixte algéro-chinoise chargée du dragage des ports nationaux.
Les deux parties ont, à cette occasion, souligné la solidité des relations entre les deux pays et la dynamique que connaît la réalisation des grands projets structurants engagés en Algérie.
Une attention particulière a été accordée au projet d'extension du port phosphatier d'Annaba, qui prévoit la réalisation d'un quai minéralier dans le cadre du projet de phosphate intégré. Les deux parties ont insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux et de livrer cette infrastructure dans les délais impartis, compte tenu de son importance pour l'accompagnement du projet intégré et le renforcement des capacités portuaires nationales.
Le projet a également été au centre d'une rencontre entre le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le responsable de CHEC, en présence du PDG du groupe Sonatrach, Noureddine Daoudi, et de plusieurs cadres du secteur.
Les discussions ont porté sur l'état d'avancement des travaux de réalisation du quai minéralier du port d'Annaba, confiés à l'entreprise chinoise dans le cadre d'un contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC), conclu avec Sonatrach le 12 août 2026.
Cette infrastructure revêt une importance stratégique dans la chaîne logistique du projet de phosphate intégré. Elle sera destinée à la réception et au chargement du phosphate enrichi, des engrais et des produits connexes à destination des marchés national et international.
Mohamed Arkab a souligné, à cette occasion, l'importance de ce projet pour la valorisation des ressources nationales et le développement des industries de transformation, insistant sur le respect des délais contractuels et des normes de qualité, ainsi que sur le renforcement de la coordination entre les différents partenaires. Par ailleurs, les entretiens ont permis d'examiner les perspectives de coopération dans d'autres infrastructures stratégiques, notamment la réalisation d'un quai au port de Skikda destiné au chargement du gaz naturel liquéfié (GNL). Cette infrastructure sera aménagée pour accueillir des méthaniers de grande capacité.
Les discussions ont également porté sur les possibilités de partenariat et d'investissement dans des projets industriels couvrant différentes activités de la chaîne de valeur des hydrocarbures, ainsi que dans le domaine du dessalement de l'eau de mer.
De son côté, le président du Conseil d'administration de CHEC a exprimé l'intérêt de son entreprise à renforcer sa présence en Algérie et à approfondir sa coopération avec Sonatrach, s'engageant à poursuivre les efforts nécessaires pour achever les travaux du quai d'Annaba et livrer le projet dans les délais contractuels.

Synthèse Z R/Agence

STATION DE DESSALEMENT D'EL MARSA (CHLEF)

Le Pdg de Sonatrach inspecte le projet

Le président-directeur général (PDG) du groupe Sonatrach, M. Noureddine Daoudi, a effectué, hier, une visite de terrain au chantier de réalisation de la station de dessalement de l'eau de mer, dans la commune d'El Marsa, dans la wilaya de Chlef. À cette occasion, M. Noureddine Daoudi s'est enquis de l'état d'avancement des travaux du projet. Il a reçu des explications techniques détaillées sur les différentes étapes de sa concrétisation, ainsi que sur les efforts déployés pour assurer le bon déroulement des travaux, conformément aux normes techniques en vigueur et au calendrier fixé.
Le PDG de Sonatrach a insisté, à cette occasion, sur la nécessité d'assurer un suivi rigoureux et permanent sur le terrain des différentes phases de réalisation, de respecter les délais contractuels et de renforcer la coordination et la complémentarité entre les différentes entreprises intervenant dans le projet, afin d'accélérer le rythme des travaux et de garantir la concrétisation de ce projet stratégique conformément aux objectifs fixés.
Il convient de rappeler que ce projet s'inscrit dans le cadre du deuxième programme complémentaire visant à renforcer la sécurité hydrique nationale. La station de dessalement de l'eau de mer d'El Marsa disposera d'une capacité de production de 300 000 mètres cubes par jour. Elle permettra de renforcer les capacités d'approvisionnement en eau potable au profit des populations des wilayas de Chlef, d'Aïn Defla et de Médéa, de contribuer à l'amélioration du service public de l'eau et de répondre aux besoins croissants de ces régions.

R E.

L'UNIVERSITÉ DE MÉDÉA OBTIENT LA CERTIFICATION ISO 9001:2015

Le ministre de l'Enseignement supérieur salue cette distinction

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a félicité l'Université de Médéa pour l'obtention de la certification internationale de conformité "ISO 9001:2015". "A l'occasion de l'obtention par l'Université de Médéa de la certification internationale de conformité ISO 9001:2015, à l'issue du succès de l'audit externe, j'adresse mes chaleureuses félicitations et mes sincères marques de considération à l'ensemble de la communauté universitaire, enseignants, cadres, personnels et étudiants, ainsi qu'à tous ceux qui ont contribué à cette réalisation de qualité", a écrit M. Baddari sur son compte personnel sur les réseaux sociaux.
"Avec cette distinction, le nombre d'établissements universitaires algériens ayant obtenu cette certification s'élève désormais à 12, soit 10% du total des établissements universitaires, une avancée qui témoigne de l'essor de la culture de la qualité et de l'ancrage des principes de gouvernance et de gestion conformément aux normes internationales", a ajouté le ministre.
Dans le même contexte, il a souligné que "cet acquis ne constitue pas une simple certification, mais le fruit d'un travail institutionnel rigoureux et d'un engagement constant en faveur de l'amélioration continue, du développement des performances et de l'amélioration de la qualité de la performance universitaire, afin de conforter la place de l'Université algérienne et de consacrer sa compétitivité". "Félicitations à l'Université de Médéa pour cette distinction et davantage de rayonnement et d'excellence à nos universités", a conclu M.